

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
DU MERCREDI 11 MARS 2026 à 19H00**



N°010/2026 - Délibération relative au Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) 2026

Conseillers en exercice : 25 - Présents : 20 - Excusés avec Pouvoir : 5 - Excusé sans Pouvoir : 0
Absents : 0 – Votants : 25

L'AN DEUX MILLE VINGT SIX, LE 11 MARS, le Conseil Municipal de SAINT-DENIS-LÈS-BOURG s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, après convocation légale **du 5 mars 2026**, sous la présidence de **Monsieur Patrick BOUVARD, 1^{er} Adjoint**.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

Mesdames, Messieurs :

BERNARD Jean-Luc, BIRRAUX François, BOILEAU Marc, BOUVARD Patrick, BULIARD Sylvie, CHAUDET Lydie, DOUVRE Evelyne, GALIEN Jean-Michel, GONGUET Nathalie, GRUET Alexis, MARCILLAC Frédéric, MESSINA Isabelle, MINIÉRIER Jean-Philippe, MONTEIRO Rita, RONGEAT Stéphane, ROUSSEAU Alain, ROUSSEL Céline, SAUDRAIS Nadia, VAUGEOIS Patrick, VIGNAGA Isabelle.

ÉTAIENT EXCUSÉS AVEC POUVOIR :

Mesdames, Messieurs :

FAUVET Guillaume (a donné pouvoir à Rita MONTEIRO), FERAUD Valérie (a donné pouvoir à Patrick BOUVARD), MIRALLES Bruno (pouvoir donné à François BIRRAUX), SCHWINTNER Francis (a donné pouvoir à Marc BOILEAU), TRICHOT Patricia (a donné pouvoir à MARCILLAC Frédéric).

Il a été procédé, conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil. **Monsieur François BIRRAUX** ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

Le Maire rappelle que l'article 107 de la loi NOTRE a changé les dispositions du Code général des collectivités territoriales relatives au DOB, en complétant les mesures concernant la forme et le contenu du débat. S'agissant du document sur lequel s'appuie ce débat, les nouvelles dispositions imposent au maire de présenter à son assemblée délibérante un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Cette obligation concerne les communes de plus de 3 500 habitants et les EPCI comprenant au moins une commune de 3500 habitants et plus.

Ce rapport donne lieu à un débat. Celui-ci est acté par une délibération spécifique. Cette délibération doit également être transmise au représentant de l'Etat dans le département et publiée.

Pour les communes, il doit également être transmis au président de l'EPCI à fiscalité propre dont la commune est membre.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2312-1 modifié par l'article 107 de la loi NOTRE,

Vu le rapport joint,

Considérant l'avis de la commission Finances réunie le 4 mars 2026,

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

001-210103446-20260311-010-2026-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/04/2026
Publication : 07/04/2026

Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré à l'unanimité,

PREND ACTE du débat sur le rapport d'orientation budgétaire,

DONNE POUVOIR au Maire pour l'exécution de la présente délibération.

AINSI FAIT ET DELIBERE LES MEMES JOUR MOIS ET AN QUE CI-DESSUS, TOUS LES MEMBRES PRESENTS ONT SIGNE AU REGISTRE

Pour le Maire empêché,
Le Président,
Patrick BOUVARD



Le Secrétaire,

François BIRRAUX



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

001-210103446-20260311-010-2026-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/04/2026
Publication : 07/04/2026

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2026



Ville de Saint-Denis-Lès-Bourg

MAJ : 05/03/2026

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

001-210103446-20260311-010-2026-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/04/2026
Publication : 07/04/2026



SOMMAIRE

| | |
|--|----|
| Introduction | 2 |
| I/ Situation macroéconomique | 2 |
| 2. Le contexte économique local..... | 3 |
| 2.1 Les points clés de la loi de finances (LF) pour 2026 | 3 |
| 2.1 L'évolution du coût de l'énergie | 5 |
| 2.2 Démographie..... | 6 |
| 2.3 La situation économique de Grand Bourg Agglomération (GBA)..... | 6 |
| II/ Bilan prévisionnel 2025 & Perspectives 2026..... | 8 |
| 1. Rappel des orientations budgétaires 2025..... | 8 |
| 2. Budget général | 9 |
| 2.1 Evolution de la balance | 9 |
| 2.2 Section de fonctionnement du budget général | 10 |
| 2.3 Section d'investissement du budget général | 14 |
| III/ Indicateurs financiers du budget général & Orientations 2026..... | 17 |
| 3.1 Épargne | 17 |
| 3.2 La dette | 19 |
| 3.4 Orientations 2026 | 20 |
| IV/ Le budget de la régie d'énergie | 31 |
| 4.1 Bilan 2025 & Projections 2026..... | 32 |
| 4.2 Situation de la dette | 34 |
| 4.3 Orientations 2026 du budget de la régie de l'énergie | 34 |

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

001-210103446-20260311-010-2026-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/04/2026
Publication : 07/04/2026



Introduction

Le Débat d'Orientations Budgétaires (DOB) doit s'appuyer sur le présent Rapport d'Orientation Budgétaire (ROB) conformément à l'article L2312-1 du CGCT. Ce dernier porte sur les orientations budgétaires de l'exercice, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette.

Ce débat est une étape obligatoire pour toutes les communes de plus de 3 500 habitants et doit se dérouler dans les deux mois précédents le vote du budget primitif.

Ce débat a vocation **d'informer sur la situation financière** de la commune et **d'éclairer les choix budgétaires** qui détermineront les priorités et l'évolution de la situation financière de la collectivité. Il reste un moment privilégié pour échanger sur les choix de la politique publique de notre collectivité, bien que n'ayant pas de caractère décisionnel. Il permettra d'éclairer les orientations budgétaires qui détermineront les priorités et l'évolution de la situation financière de la collectivité.

Ce débat doit permettre à l'assemblée délibérante **d'appréhender les conditions d'élaboration du budget primitif**, afin de pouvoir dégager des priorités budgétaires, sur la base d'éléments d'analyse rétrospective et prospective.

I/ Situation macroéconomique

1. La situation nationale :

En 2026, la croissance du PIB français est estimée à +0,9 % selon la Banque de France, et à +1 % selon le gouvernement dans le projet de loi de finances. Ce rythme reste modéré, marqué par une reprise progressive de la consommation des ménages (+1 %) et de l'investissement privé, après une année 2025 décevante. La demande intérieure devrait ainsi redevenir le principal moteur de l'activité, dans un contexte de dissipation partielle des incertitudes politiques et fiscales.

L'inflation, mesurée par l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), poursuit sa décrue. Après une moyenne de 2,1 % en 2024, elle devrait s'établir à 1,3 % en 2026 selon les prévisions du gouvernement et à 1,7 % selon la Banque de France. Cette baisse est portée par la réduction des prix de l'énergie (tarifs réglementés de l'électricité à -15 % en février 2025), la stabilisation des prix alimentaires et une inflation des services en repli.

Malgré ces signaux positifs, les perspectives économiques restent fragiles. Le Haut Conseil des Finances Publiques souligne que les hypothèses de croissance du gouvernement reposent sur un scénario optimiste, notamment en ce qui concerne la reprise de la demande intérieure. L'épargne des ménages demeure élevée, et les comportements attentistes des entreprises pourraient limiter l'effet des mesures de soutien.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

001-210103446-20260311-010-2026-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/04/2026
Publication : 07/04/2026



2. Les points clés de la loi de finances (LF) pour 2026

2.1 Gel de la dotation globale de fonctionnement (DGF)

La loi n°2026-103 du 19 février 2026 (JO du 20/02) gèle le montant de la DGF au niveau de 2025 (27,4 Mds€, dont 19,1 Mds€ pour le bloc communal), après trois années de revalorisation (320 M€ en 2023 et 2024, 150 M€ en 2025).

Le principal concours de l'Etat aux collectivités ne sera pas indexé sur l'inflation. Avec une conséquence principale : une baisse de la dotation forfaitaire pour de nombreuses communes car les dotations de péréquation, en hausse (+ 150 M€ pour la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale -DSU-, + 150 M€ pour la dotation de solidarité rurale -DSR), seront financées par un écrêtement de la dotation forfaitaire des communes et une baisse de la dotation de compensation des EPCI, et non par l'Etat.

2.2 Reconstitution du DILICO

Le dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités territoriales (DILICO) est reconduit à hauteur de 740 M€, dont 350 M€ pour les régions, 250 M€ pour les intercommunalités et 140 M€ pour les départements (l'Etat abonde parallèlement de 600 M€ le fonds de sauvegarde permettant de soutenir les départements en difficulté).

Les communes sont exonérées du prélèvement. L'Etat garantit le reversement de 90 % des sommes prélevées sur trois ans (2027 à 2029), le solde étant affecté aux fonds de péréquation nationaux (fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales, notamment).

2.3 Réduction forte des variables d'ajustement

En plus de ce prélèvement, l'Etat demande un autre effort conséquent aux collectivités en réduisant de 586 M€ les variables d'ajustement qu'il leur verse en compensation d'exonérations de fiscalité locale ou de transfert de compétences. Cette mesure affecte particulièrement le bloc communal (368 M€, avec une disparition quasi-totale de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle -DCRTP- des communes). Elle permettra notamment à l'Etat de financer certaines mesures prévues par la loi du 22 décembre 2025 portant création d'un statut de l' élu local (59 M€ y sont affectés).

De même, la compensation de l'abattement de 50 % appliqué aux valeurs locatives des établissements industriels, versée aux communes et aux EPCI, baissera de 307 M€ par rapport à 2025. En revanche, l'Etat augmente la compensation versée aux collectivités au titre de l'exonération de taxe foncière sur les propriétés non bâties dont bénéficient les terrains à usage agricole.

2.4 Baisse du fonds vert et de la DSIL

L'Etat réduit son soutien à l'effort des collectivités en faveur de la transition écologique : le fonds vert baisse de 313 M€ en 2026 (il atteint 837,5 M€). L'Etat minore aussi les crédits consacrés au financement des plans climat-air-énergie territoriaux (PCAET) des intercommunalités.

La création d'un fonds d'investissement pour les territoires (FIT), voulu par l'Etat afin de regrouper la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR), la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) et la dotation politique de la ville (DPV), a finalement été supprimée. L'Etat maintient la baisse de 200 M€ de la DSIL justifiée selon lui par le cycle électoral. La DETR est reconduite à son montant 2025 (1,046 Md€).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
001-210103446-20260311-010-2026-DE
Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/04/2026
Publication : 07/04/2026



2.5 Fonds de compensation de la TVA (FCTVA)

Les dépenses d'entretien des bâtiments publics et de la voirie, des réseaux et des solutions informatiques en nuage (cloud) restent éligibles au fonds de compensation de la TVA (FCTVA). Celui-ci sera versé aux intercommunalités l'année suivant les dépenses d'investissement. Ce gel pénalisera les EPCI dont les dépenses, engagées cette année, ne feront l'objet d'un remboursement qu'en 2027.

2.6 Cotisation CNRACL

L'augmentation des cotisations employeurs territoriaux à la Caisse Nationale de Retraites des Agents des Collectivités Locales (CNRACL) se poursuit (1,2 Md€ cette année). Pour rappel, l'augmentation du taux de contribution employeurs est progressive jusqu'à atteindre 43,65 % en 2028 (37,65 % depuis le 1^{er} janvier 2026).

2.7 Autres mesures

- Maintien des anciennes communes en zone de revitalisation rurale (ZRR), non-éligibles au dispositif France ruralités revitalisation (FRR), dans ce zonage ZRR jusqu'au 31 décembre 2029 ;
- Fusion, à compter de 2027, de la taxe sur les logements vacants (TLV) en zone tendue et de la taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV) en zone non-tendue. La nouvelle taxe se dénommera « taxe sur la vacance des locaux d'habitation » (TVLH) ;
- Report d'un an (de 2026 à 2027) de l'actualisation sexennale des valeurs locatives des locaux professionnels ;
- Report de trois ans de la révision des valeurs locatives des locaux d'habitation qui commencera à produire ses effets en 2031.

3. Démographie

Les données du dernier recensement confirment une croissance démographique continue et progressive. Ainsi, L'INSEE indique que la population totale de référence au 1^{er} janvier 2026 comporte 6313 habitants (6109 en 2022). Elle confirme la perspective inscrite dans le schéma de cohérence territoriale (SCoT) d'environ 7000 habitants à l'horizon 2035.

Dans le cadre de la révision de son plan local d'urbanisme (PLU), la commune a fixé un objectif de croissance démographique de l'ordre de 1% par an, soit une croissance de la population de 60 habitants / an en moyenne. Il est toutefois à noter que la crise immobilière induite par l'augmentation concomitante des coûts de construction et des taux d'intérêt freine fortement la dynamique immobilière sur la commune depuis plus d'un an et probablement pour les prochaines années. A ce titre, la commercialisation des opérations de logements de la Terre de Chalandré et de la rue des Lazaristes qui ont été acceptées n'a pas encore démarré à ce jour. Le ralentissement de l'activité immobilière pénalise également les recettes de la commune par une baisse des droits de mutation et par une stagnation de l'assiette fiscale des taxes foncières.

4. La situation économique de Grand Bourg Agglomération (GBA)

Dans ce contexte de grande incertitude pour les finances de GBA, et eu égard aux très forts impacts du projet de loi de finances, le Conseil communautaire a souhaité, lors du débat d'orientation budgétaire de décembre dernier, et comme cela avait été le cas en 2025, partir de l'hypothèse la plus dégradée pour construire le budget primitif pour 2026, c'est-à-dire du projet de loi de finances présenté par le gouvernement.

Réception par le préfet : 07/04/2026
Publication : 07/04/2026



Il est notamment construit sur la base des points suivants :

- De fortes incertitudes sur le devenir du financement des collectivités territoriales qui incitent à la prudence
 - Un budget 2026 de modération en dépenses pour tenir le choc inédit sur les recettes :
 - Quasi-stagnation des recettes réelles de fonctionnement par rapport au BP 2025 du fait notamment du renforcement de la contribution des EPCI au redressement des finances publiques en 2026
 - Diminution de l'épargne brute (prévisions : 11M€ en 2026 - 14M€ en 2025)
 - Décalage d'un an du versement du FCTVA (4,7 M€ pour GBA)
 - Une trajectoire saine maintenue
- **Un budget de 206 M€ tous budgets confondus au service des politiques publiques communautaires**
- **Un budget qui met en œuvre les deux axes forts du projet de territoire : transition écologique et solidarité vers les communes**
 - Un budget vert pour mesurer la transition écologique : les crédits favorables à l'environnement au sens large se maintiennent à un niveau de 45,6% (45,3% en 2025), dont 8,4% contribuent directement à la transition écologique (contre 8,7%).
 - Un budget de soutien aux communes dans le cadre du pacte financier et fiscal :
 - Le plan d'équipement territorial (P.E.T. 1 et 2) représente à lui seul un quart des dépenses d'équipement de cette année (8 470k€) afin de continuer à soutenir les communes de GBA. Pour Saint-Denis-Les-Bourg, ce sont plus de 600 k€ de financement qu'il reste à percevoir.
 - Une stabilité du montant des conventions de prestations de services communautaires confiées aux communes (la station d'épuration et les pistes cyclables de la rocade et de la future voie verte Saint-Denis-Corgenon),
 - Une poursuite de la prise en charge de la part communale du fonds de péréquation intercommunale (FPIC – 102k€).

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

001-210103446-20260311-010-2026-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/04/2026
Publication : 07/04/2026



II/ Bilan prévisionnel 2025 & Perspectives 2026

1. Rappel des orientations budgétaires 2025

Les orientations budgétaires prises pour l'année 2025 se sont inscrites dans la continuité de celles des années précédentes. Elles se déclinaient dans les principaux axes suivants :

- Fixer un objectif pluriannuel de l'épargne brute et du rythme prévisionnel des investissements à financer et Maîtriser les dépenses et les recettes de fonctionnement pour maintenir une épargne brute au même niveau que les objectifs des années précédentes,
- Ajuster les évolutions des recettes de fonctionnement qui s'imposent à la commune et limiter la perte d'autonomie,
- Maîtriser au plus juste l'évolution des dépenses de fonctionnement :
 - Maîtriser l'impact de l'inflation
 - Maîtriser l'évolution de la masse salariale
 - Prendre en compte l'évolution des coûts de l'énergie
 - Maintenir le soutien à la vie locale
- Maintenir notre capacité d'investissement :
 - Faire face à une baisse prévisionnelle de nos recettes et à une augmentation programmée des charges,
 - Compenser les charges/baisses par une augmentation des recettes,
 - Prioriser nos dépenses d'investissement et mieux adapter le rythme des projets à la recherche de financement :
 - Terminer les travaux déjà engagés et solder les restes à réaliser en recettes et dépenses,
 - Identifier les investissements urgents et strictement nécessaires au bon fonctionnement des équipements et services et à leur pérennité dans le temps,
 - Financer les projets structurants initiés les années précédentes et dont le montage technique et financier est terminé,
 - Financer les études et démarches pré-opérationnelles pour préparer les investissements des années prochaines, identifier et solliciter les financements mobilisables,
 - Trier le reste des demandes entre ce qui est essentiel pour la commune et ce qui peut être différé voire annulé.

2. Budget général

La balance entre les recettes et les dépenses de fonctionnement et d'investissement présentée ci-dessous dresse un bilan synthétique de l'exécution budgétaire de l'année écoulée.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

001-210103446-20260311-010-2026-DE

Accusé certifié exécutoire

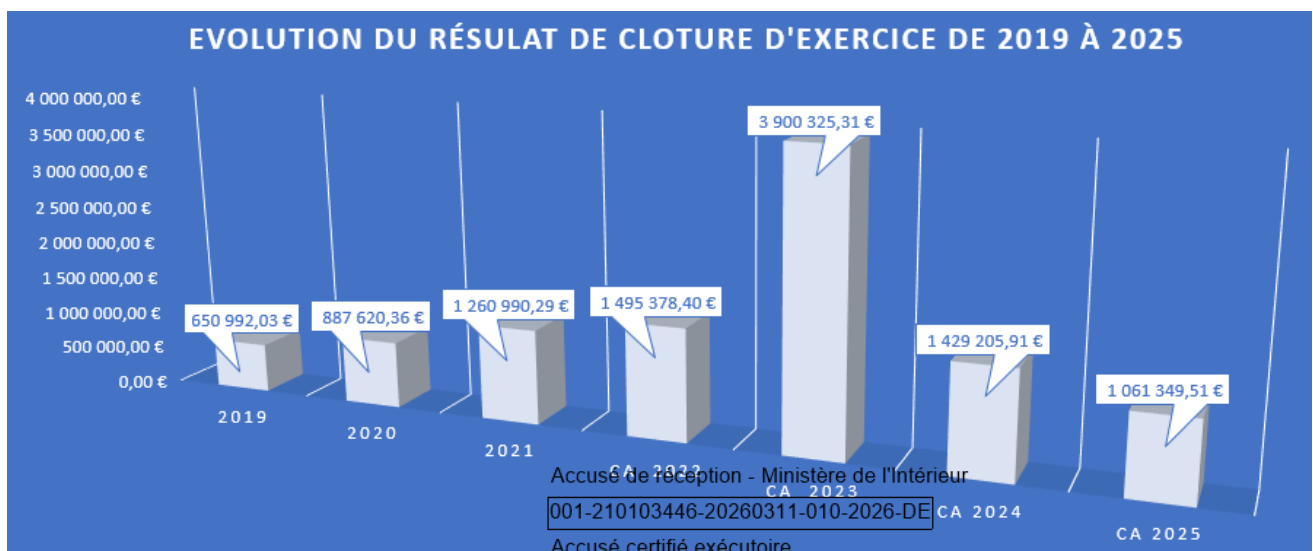
Réception par le préfet : 07/04/2026
Publication : 07/04/2026

BUDGET GENERAL BALANCE PREVISIONNELLE DES COMPTES 2025

| I - FONCTIONNEMENT | | | | |
|--|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| | CA PREV 2025 | CA 2024 | CA 2023 | CA 2022 |
| DEPENSES | 4 202 243,01 € | 3 908 224,10 € | 3 578 655,94 € | 3 614 137,37 € |
| RECETTES | 5 616 218,12 € | 5 329 367,33 € | 5 193 223,94 € | 4 901 044,45 € |
| EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT | 1 413 975,11 € | 1 421 143,23 € | 1 614 568,00 € | 1 286 907,08 € |
| II - INVESTISSEMENT | | | | |
| DEPENSES | 4 495 663,58 € | 5 174 412,36 € | 1 881 475,77 € | 1 567 459,63 € |
| RECETTES | 4 057 100,41 € | 5 162 938,81 € | 4 633 877,22 € | 1 644 640,09 € |
| DEFICIT D'INVESTISSEMENT | -438 563,17 € | -11 473,55 € | 2 752 401,45 € | 77 180,46 € |
| III - REPORTS | | | | |
| DEPENSES | 473 632,43 € | 1 044 424,11 € | 548 905,04 € | 122 580,84 € |
| RECETTES | 561 354,00 € | 1 063 960,34 € | 82 224,28 € | 253 871,69 € |
| RESULTAT DE REPORT | 87 721,57 € | 19 536,23 € | -466 680,76 € | 131 290,85 € |
| RESULTAT GLOBAL D'INVESTISSEMENT | -350 841,60 € | 8 062,68 € | 2 285 720,69 € | 208 471,31 € |
| SOLDE GLOBAL DE L'EXERCICE | | | | |
| EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT | 1 413 975,11 € | 1 421 143,23 € | 1 614 568,00 € | 1 286 907,08 € |
| RESULTAT D'INVESTISSEMENT | -350 841,60 € | 8 062,68 € | 2 285 720,69 € | 208 471,31 € |
| SOLDE GLOBAL DE L'EXERCICE | 1 063 133,51 € | 1 429 205,91 € | 3 900 288,69 € | 1 495 378,39 € |
| Proposition 1 d'affectation du Résultat de l'excédent de fonctionnement 2025 | | | | |
| RECETTES DE FONCTIONNEMENT (002) | 300 000,00 € | 300 000,00 € | 150 000,00 € | 150 000,00 € |
| RECETTES D'INVESTISSEMENT (1068) | 1 113 975,11 € | 1 121 143,23 € | 1 464 568,00 € | 1 136 907,08 € |
| | 1 413 975,11 € | 1 421 143,23 € | 1 614 568,00 € | 1 286 907,08 € |

Grâce à une gestion rigoureuse, chaque année, la commune parvient à dégager sur la section de fonctionnement un résultat excédentaire significatif.

Le graphique ci-dessous montre l'évolution pluriannuelle des excédents à l'issue du résultat de clôture :



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

001-210103446-20260311-010-2026-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/04/2026
Publication : 07/04/2026



Dans un contexte économique encore contraint, la commune a réussi à maintenir pour la cinquième année consécutive une épargne supérieure à 1 M€, néanmoins en retrait par rapport aux années précédentes, du fait d'un déficit sur la section d'investissement avec le solde du chantier de la salle des fêtes.

L'excédent de fonctionnement témoigne d'une bonne santé financière et d'une maîtrise des dépenses. Le résultat 2025 s'explique concrètement par :

Pour les recettes :

- Une augmentation liée à un report de l'excédent de fonctionnement de 2024 de 300 K€ (contre 150K€ les années précédentes)
- Des droits de mutation au-delà du budget (+133K€)
- Une taxe finale sur la consommation d'électricité en deçà des prévisions (-36K)
- Une augmentation des produits issus de la fiscalité directe suite à la réactualisation des bases (+1.7%, indexée sur l'inflation) et ce malgré une légère baisse de l'assiette (-1.16%).

Pour les dépenses : Un respect scrupuleux des dépenses de fonctionnement :

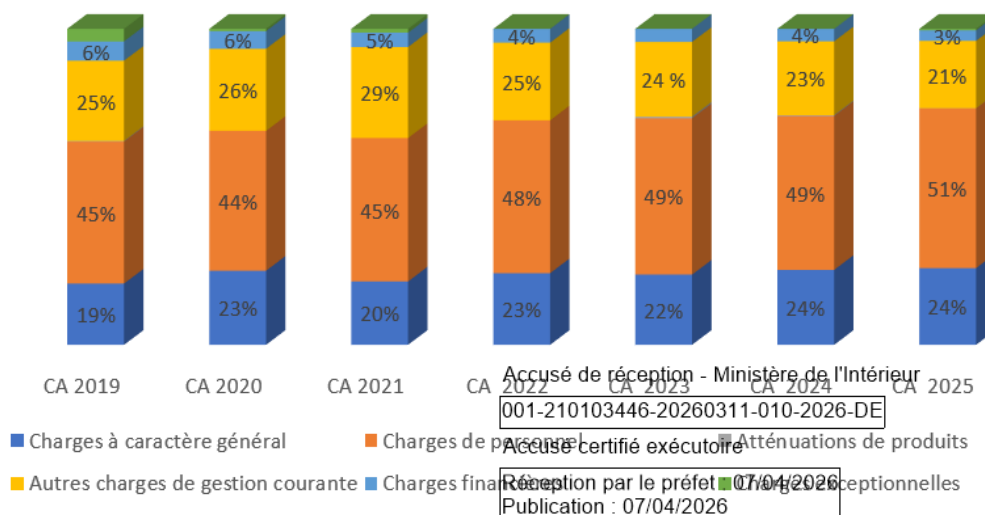
- 99% de réalisation du chapitre 011 (dépenses à caractère général), notamment sur la partie énergie qui connaissait de fortes variations et incertitudes les années précédentes. Le tassement de l'inflation permet également un meilleur pilotage du budget.
- Une légère sous-consommation du budget masse salariale (012) car certains postes n'ont pas été pourvus. Cependant le chapitre 012 est en hausse de 10% par rapport au CA 2024
- Le chapitre 65 est légèrement sous-consommé (-20K) et sera en baisse sur 2026
- Au final les dépenses réelles de fonctionnement sont inférieures de 65K par rapport au BP2025

2.1 Section de fonctionnement du budget général

Dépenses de fonctionnement :

Le graphique ci-dessous met en exergue l'évolution de la proportion des dépenses de fonctionnement depuis 2018 :

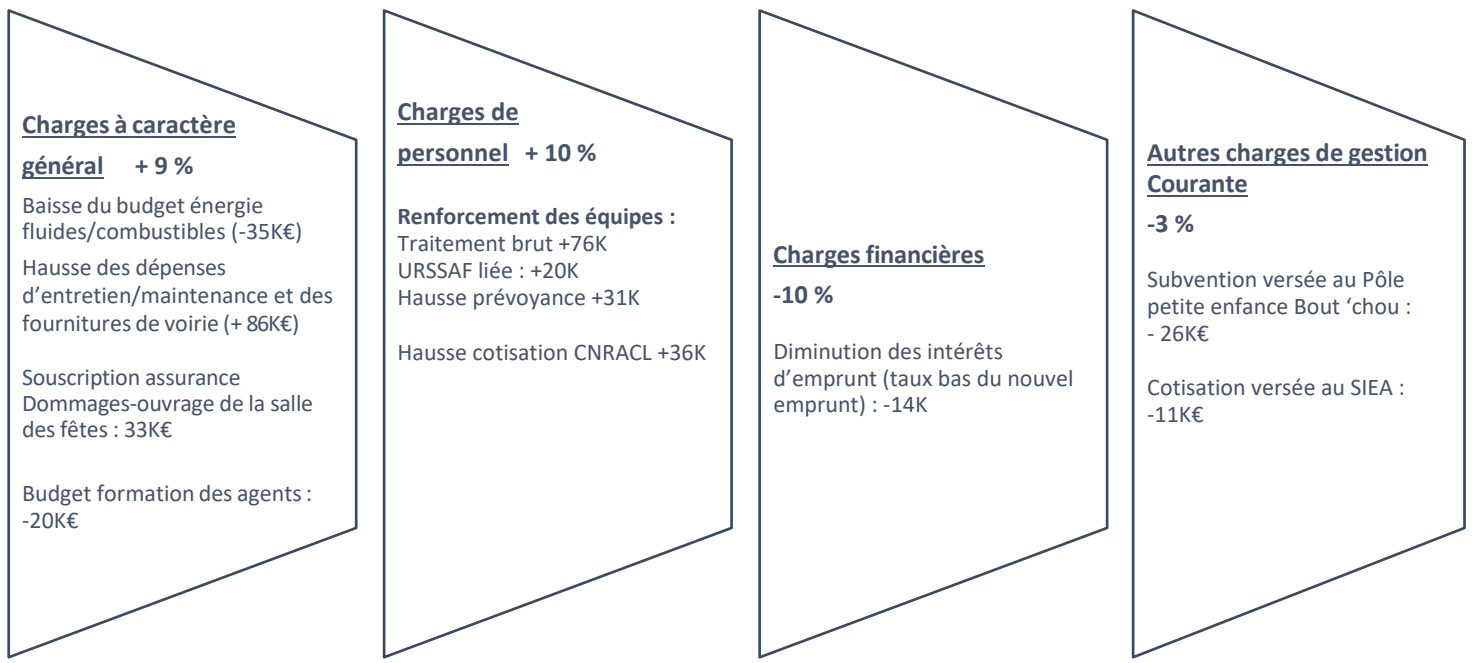
Evolution des dépenses réelles de fonctionnement de 2019 à 2025





Entre le compte administratif (CA) 2024 et le CA prévisionnel 2025, les **dépenses réelles de fonctionnement ont augmenté de 8 % (soit + 294 K €)**. Plusieurs points marquants sont à noter :

| Dépenses de fonctionnement | CA 2023 | CA 2024 | BP 2025 | CA prévisionnel 2025 | Variations CA 25/24 |
|--|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|---------------------|
| Ordre | 215 861,21 € | 233 815,34 € | 1 472 675,57 € | 304 396,49 € | 30% |
| 023 - Virement à la section d'investissement | | | 1 116 532,25 € | | |
| 042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections | 215 861,21 € | 233 815,34 € | 356 143,32 € | 304 396,49 € | 30% |
| Réelle | 3 362 794,73 € | 3 674 408,76 € | 3 962 452,42 € | 3 897 846,52 € | 6% |
| 011- Charges à caractère général | 747 481,35 € | 870 526,13 € | 955 891,90 € | 946 427,01 € | 9% |
| 012- Charges de personnel et frais assimilés | 1 662 650,14 € | 1 790 023,14 € | 2 007 182,52 € | 1 971 297,79 € | 10% |
| 014- Atténuations de produits | 17 922,75 € | 9 513,84 € | 810,00 € | 807,50 € | -92% |
| 022- Dépenses imprévues | | | | | |
| 65- Autres charges de gestion courante | 795 180,01 € | 859 774,42 € | 850 346,00 € | 831 343,05 € | -3% |
| 66 - Charges financières | 139 310,48 € | 144 571,23 € | 130 246,00 € | 130 245,17 € | -10% |
| 67- Charges exceptionnelles | - € | | 17 726,00 € | 17 726,00 € | |
| 68 - Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions | 250,00 € | | 250,00 € | | |
| Total général | 3 578 655,94 € | 3 908 224,10 € | 5 435 127,99 € | 4 202 243,01 € | 8% |



Focus sur l'évolution de la masse salariale (MS) :

Le tableau ci-dessous présente une projection de l'évolution des effectifs de la mairie en équivalent temps plein rémunéré (ETPR), entre 2021 et 2025. Il comptabilise la totalité des agents employés par la commune (agents en activité, en congé maladie, remplaçants et renforts).

Comme les années précédentes, plusieurs éléments justifient cette évolution de la masse salariale :

- L'évolution progressive des effectifs liée à la croissance démographique, aux attentes et besoins des habitants, à la nécessité d'entretien des nombreux équipements, voiries, espaces verts...
- L'impact des mesures imposées par le gouvernement (hausse de la contribution employeur à la CNRCAL),
- Un effet mécanique du Glissement Vieillesse Technicité (GVT) comprenant les avancements d'échelon et de grade,
- La poursuite de la réduction de l'absentéisme.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

001-210103446-20260311-010-2026-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/04/2026

Publication : 07/04/2026



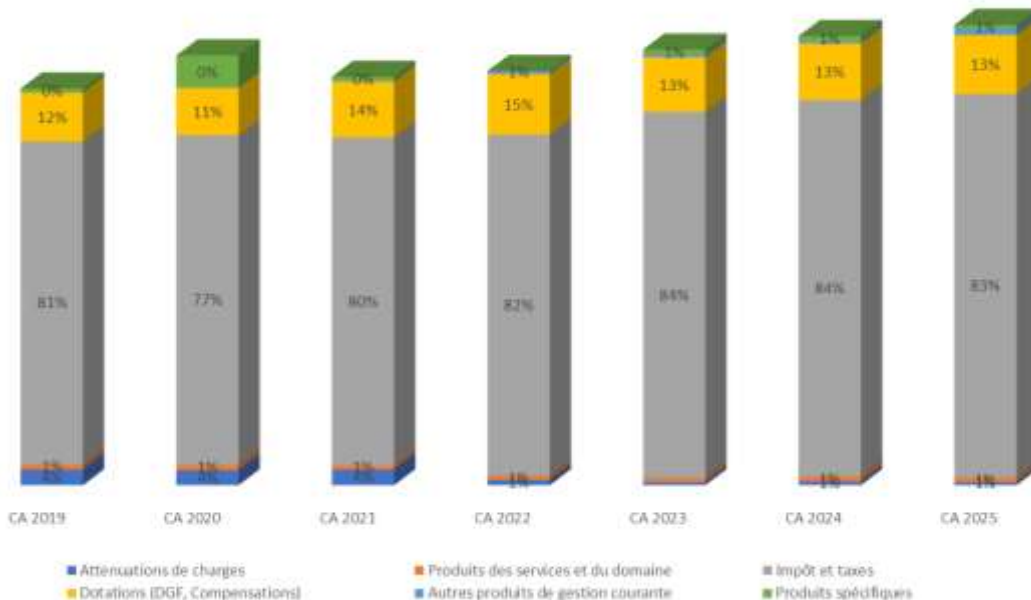
| Années | 2022 - ETP | 2022 - MS | 2023 - ETP | 2023 - MS | 2024 - ETP | 2024 - MS | 2025 - ETP | 2025 - MS | PREV 2026 - ETP | PREV 2026 - MS |
|-----------------------|--------------|-----------------------|--------------|-----------------------|--------------|-----------------------|--------------|-----------------------|-----------------|-----------------------|
| Administratif | 12 | 518 710,26 € | 10,22 | 462 875,89 € | 10,8 | 498 851,25 € | 10,84 | 504 448,06 € | 11,44 | 574 700,24 € |
| Culture | 3,13 | 113 334,97 € | 3,42 | 122 101,27 € | 3,08 | 130 564,68 € | 3,08 | 135 992,97 € | 3,08 | 128 675,29 € |
| Ecoles/cantine | 11,31 | 309 412,37 € | 8,89 | 312 356,71 € | 10,67 | 346 587,87 € | 10,58 | 364 896,99 € | 8,68 | 339 049,39 € |
| Police | 1 | 38 336,99 € | 0,83 | 35 706,26 € | 1 | 44 746,54 € | 1 | 45 977,22 € | 1 | 45 772,00 € |
| Techniques/logistique | 16,85 | 608 309,48 € | 19,65 | 666 384,64 € | 17,26 | 708 645,62 € | 17,26 | 722 453,14 € | 18,27 | 748 916,28 € |
| Divers | | | | 16 168,10 € | | 55 851,28 € | 1,25 | 18 476,76 € | | |
| Total | 44,29 | 1 588 104,07 € | 43,01 | 1 615 592,87 € | 42,81 | 1 785 247,23 € | 44,01 | 1 792 245,14 € | 42,47 | 1 837 113,20 € |

| Evolution annuelle de la MS brute chargée | | 1,73% | 10,50% | 0,39% | 2,50% | |
|---|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|--------------------|
| Salaire moyen brut chargé par an | | 35 856,94 € | 37 563,19 € | 41 701,64 € | 40 723,59 € | 43 256,73 € |
| Assurance statutaire | 62 886,16 € | 55 618,00 € | 33 402,00 € | 64 717,99 € | 57 000,00 € | |
| Cotisations supplément familial de traitement | 8 307,00 € | 1 005,00 € | - € | - € | - € | |
| Médecine du travail | 4 419,86 € | 5 016,00 € | 3 908,00 € | 4 247,83 € | 4 431,62 € | |
| Coopération polices municipales unité urbaine | - € | - € | 3 437,72 € | 3 289,99 € | 3 850,00 € | |
| Mise à disposition entre collectivités | - € | - € | 1 742,00 € | - € | - € | |
| Externalisation Paies CDG 01 | - € | 1 900,00 € | 4 255,00 € | 7 205,00 € | 7 000,00 € | |
| Action sociale | 14 910,01 € | 14 589,00 € | 16 210,00 € | 23 517,54 € | 24 143,50 € | |
| Charges non comprises | 90 523,03 € | 78 128,00 € | 62 954,72 € | 102 978,35 € | 96 425,12 € | |
| Total chapitre 012 | 1 678 627,10 € | 1 693 720,87 € | 1 848 201,95 € | 1 895 223,49 € | 1 933 538,32 € | |
| Remboursements Indemnités journalières | 60 265,72 € | 35 254,00 € | 32 069,00 € | 16 076,83 € | 15 935,00 € | |
| Remboursement Etat conseiller numérique | 25 000,00 € | 25 000,00 € | 17 500,00 € | 25 000,00 € | 12 500,00 € | |
| Remboursement GBA entretien espaces ve | 20 619,00 € | 20 619,00 € | 20 619,00 € | 18 290,50 € | 24 172,00 € | |
| Dotation recensement population | - € | - € | - € | 11 117,00 € | - € | |
| Total compensations/remboursements | 105 884,72 € | 80 873,00 € | 70 188,00 € | 70 484,33 € | - € | |
| MS NETTE | - € | 1 572 742,38 € | - € | 1 612 847,87 € | - € | |

Evolution des recettes de fonctionnement

Le graphique ci-dessous présente l'évolution des recettes réelles de 2019 à 2025 et leur répartition par principaux postes :

Evolution des recettes réelles de fonctionnement de 2019 à 2025



Les recettes réelles de fonctionnement ont continué à progresser de 5% entre 2024 et 2025 (pour rappel, + 3% entre 2023 et 2024). A Saint-Denis-Lès-Bourg, elles sont historiquement en grande partie dépendantes de la fiscalité directe et, à ce titre, sont dopées principalement par une augmentation des bases fiscales.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
001-210103446-20260311-010-2026-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/04/2026
Publication : 07/04/2026

| RECETTES DE FONCTIONNEMENT | CA 2023 | CA 2024 | BP 2025 | CA prévisionnel 2025 | Variations CA 24/25 |
|---|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|---------------------|
| Ordre | 49 413,88 € | 29 993,30 € | 49 000,59 € | 39 484,05 € | 32% |
| 042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections | 49 413,88 € | 29 993,30 € | 49 000,59 € | 39 484,05 € | 32% |
| Réelle | 5 143 810,06 € | 5 299 374,03 € | 5 386 127,41 € | 5 576 734,07 € | 5% |
| 002 - Résultat reporté de fonctionnement | 150 000,00 € | 150 000,00 € | 300 000,00 € | 300 000,00 € | 100% |
| 013 - Atténuations de charges | 35 364,04 € | 43 470,92 € | 31 260,00 € | 35 371,12 € | -19% |
| 70- Produits des services du domaine et ventes diverses | 50 247,90 € | 58 833,08 € | 46 169,00 € | 55 601,94 € | -5% |
| 73 - Impôts et taxes | 4 193 542,17 € | 4 312 697,68 € | 4 297 542,41 € | 4 394 322,25 € | 2% |
| 74- Dotations et participations | 626 572,06 € | 649 048,78 € | 636 640,00 € | 674 513,87 € | 4% |
| 75- Autres produits de gestion courante | 31 534,23 € | 26 679,25 € | 50 566,00 € | 73 568,81 € | 176% |
| 76- Produits financiers | | 37 300,00 € | | | -100% |
| 77 - Produits spécifiques | 56 549,66 € | 21 344,32 € | 23 250,00 € | 42 717,09 € | 100% |
| 78 - Reprise sur dépréciations et provisions | | | 700,00 € | 638,99 € | 100% |
| Total général | 5 193 223,94 € | 5 329 367,33 € | 5 435 128,00 € | 5 616 218,12 € | 5% |

Progression de 5 % des recettes réelles de fonctionnement – Faits marquants 2025 :

| | | |
|---|--|---|
| <p><u>Fiscalité directe locale:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Produits des 3 taxes : + 59K en 2025 (revalorisation forfaitaire des bases par l'Etat de 1.7 %) - Compensations versées par l'Etat pour certaines exonérations et abattements : + 7K€ | <p><u>Atténuations de charges (cf. chap. 013): - 7 %</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Poursuite de la baisse de l'absentéisme (baisse des indemnités journalières de - 11K€) - Participation salariale aux titres restaurant en année pleine (+8K€) | <p><u>Fiscalité indirecte (cf. chap.73) :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Stabilité des produits de la taxe sur la publicité extérieure - Baisse de la Taxe électricité (-34.5K) - Hausse de la taxe additionnelle aux droits de mutation (+108K€) |
| <p><u>Attribution de compensation (AC) reversée par GBA (cf. chap.73) :</u> -50K du fait de la hausse de la participation communale au service mutualisé de la DSI</p> | <p><u>Dotations de l'Etat :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Baisse de la Dotation Globale de Fonctionnement : - 3%, soit 7.6K€ - Versement d'une dotation de 11k€ pour le recensement de la population - Contribution mise en place du service public Petite enfance* (24k€) | <p><u>Produits spécifiques (cf. chap.77) :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Reversement de l'association Bout 'chou à la Commune (23.5K) Remboursement par le SIEA d'un indu (19k€) |

* Les communes sont officiellement devenues au 1er janvier 2025 les autorités organisatrices de l'accueil du jeune enfant, ce qui implique pour elles la mise en œuvre de compétences désormais obligatoires en matière de recensement des besoins, d'information et d'accompagnement des familles, de planification de l'offre et de soutien à la qualité des modes d'accueil. Les villes de plus de 3.500 habitants ont à ce titre droit à une compensation financière de l'État, en application de la loi du 18 décembre 2023. Le montant de cette compensation est fondé sur le nombre de naissances et le potentiel financier par habitant de chaque commune.

2.2 Section d'investissement du budget général

En annexe 1 du présent document, vous trouverez le programme pluriannuel d'investissement. La capacité d'investir constitue une clé essentielle pour la collectivité qui doit conserver des marges de manœuvre pour valoriser le territoire communal et conforter son attractivité. C'est grâce à son épargne nette que la commune a la capacité de financer les dépenses d'équipements.

Département des Hauts-de-France, Ministère de l'Intérieur

001-210103446-20260311-010-2026-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/04/2026
Publication : 07/04/2026



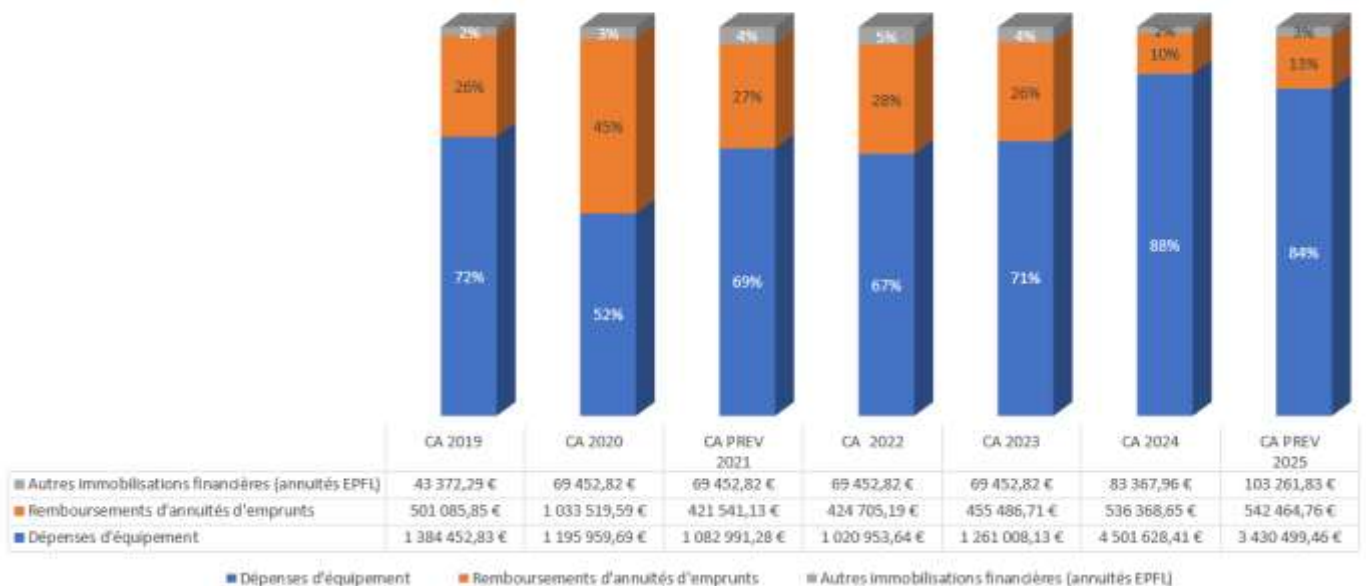
Evolution des dépenses

Les dépenses d'investissement sont conditionnées en grande partie aux capacités d'autofinancement dégagées par le budget de fonctionnement, d'où la nécessité de maintenir un certain **niveau d'épargne nette : 823K€ en 2025 (pour mémoire, 923 k€ en 2024)**.

| Dépenses d'investissement | CA 2023 | CA 2024 | BP 2025 | CA prévisionnel 2025 | Variations CA 24/25 |
|--|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|---------------------|
| ORDRE | 49 413,88 € | 47 190,48 € | 802 642,49 € | 401 093,86 € | 749,9% |
| 001 - Solde d'exécution de la section d'investissement reporté | | | 11 473,55 € | 11 473,55 € | |
| 040 - Opérations de transferts entre sections | 49 413,88 € | 29 757,69 € | 605 684,59 € | 370 882,41 € | 1146,3% |
| 041 - Opération patrimoniales en section d'investissement (vide) | | 17 432,79 € | 185 484,35 € | 18 737,90 € | 7,5% |
| | | | - € | | |
| Réelle | 1 780 620,66 € | 5 127 221,88 € | 6 185 113,09 € | 4 094 569,72 € | -20,1% |
| 020 - Dépenses imprévues | | | - € | | |
| 10 - Dotations, fonds divers et réserves | - € | 5 856,86 € | 18 344,00 € | 18 343,67 € | 213,2% |
| 13 - Subventions d'investissement | 6 500,00 € | | - € | | |
| 20 - Immobilisations incorporelles | 75 351,51 € | 55 130,40 € | 113 500,49 € | 53 050,09 € | -3,8% |
| 204 - Subventions d'équipements versées | 37 000,00 € | 26 982,97 € | 31 704,50 € | 31 703,81 € | 17,5% |
| 21 - Immobilisations corporelles | 522 654,15 € | 2 038 666,85 € | 2 716 106,13 € | 1 625 671,99 € | -20,3% |
| 23 - Immobilisation en cours | 614 175,47 € | 2 380 848,19 € | 2 608 012,67 € | 1 720 073,57 € | -27,8% |
| 27 - Autres immobilisations financières | 69 452,82 € | 83 367,96 € | 154 980,30 € | 103 261,83 € | 23,9% |
| 16 - Emprunts et dettes assimilées | 455 486,71 € | 536 368,65 € | 542 465,00 € | 542 464,76 € | 1,1% |
| Total général | 1 830 034,54 € | 5 174 412,36 € | 6 987 755,58 € | 4 495 663,58 € | -13,1% |

A titre indicatif, les dépenses d'investissement 2025 se répartissent principalement comme présentées dans le tableau ci-dessous :

Evolution des dépenses d'investissement de 2019 à 2025
(hors opérations d'ordre, amortissements et reprises des résultats)



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

001-210103446-20260311-010-2026-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/04/2026
Publication : 07/04/2026



Bâtiments (1 116K€)
32 % des dépenses réelles

Restructuration de la salle des fêtes (984K€) – Rénovation des écoles (86K€) - Installation contrôle d'accès salle de la Fabrique - Rénovation du RDC de la salle du Foyer

Biodiversité - Transition & Sobriété énergétique (261K€)
8 % des dépenses réelles

Aménagements biodiversité (26K€) – Végétalisation du cimetière (30K€) – Rénovation thermique maternelle du Village, pôle petite enfance et foyer (remplacement menuiseries extérieures, VMC, relamping : 103K€) – Modernisation éclairage public (passage en LED rue Clostermann, etc. : 97K€) – Evolution mode d'arrosage terrain de foot (étude de faisabilité)

Foncier (108K€)
3 % des dépenses réelles

Paiement des annuités de l'Etablissement Public Foncier – Réalisation plan topographique futur lotissement BUIR

Matériel (242.5K€)
7 % des dépenses réelles

Mobiliers et équipements salle des fêtes réhabilitée (176K€) - Mobilier scolaire et pôle petite enfance (7K€) - Acquisition engins et matériels pour les services techniques (88K€ : tondeuse robot, regarnisseuse à gazon, berce saleuse, camion benne, etc.) – Acquisition médiathèque (livres collection adaptée + imprimante 3D)

Mobilité/Voirie/Espace public (1 708K)
50 % des dépenses réelles

Aménagement parking mairie, rue des écoles, esplanade et parvis nord de la salle des fêtes – Aménagement modes doux avenue de Bresse - Aménagement rue Clostermann - Création parking Point du jour – Réfection de voiries de quartier (allée des Iris et des Lupins, rue Dr Schweitzer, Merisiers, Ader, Grillons, Ancien stade, etc.) – Aménagement terrain de boules au clos Marchand

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

001-210103446-20260311-010-2026-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/04/2026
Publication : 07/04/2026



Évolution des recettes d'investissement

Pour l'année **2025**, les **recettes réelles d'investissement** restent élevées à **3 719 k€** (contre 4 911 k€ en 2024) dopées par les gros investissements notamment de la salle des fêtes, du centre village et de rénovation énergétique. Elles se sont principalement décomposées comme suit :

- **Excédent de fonctionnement capitalisé** : 1 121 k€ (en 2024 : 1 465 K€). Il est en baisse par rapport aux années précédentes.
- **Taxe d'aménagement** : 18k€ (en 2024 : 95 k€). Elle est significativement en baisse compte tenu de la baisse des constructions due à la crise immobilière.
- **Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)** : 697 k€ (en 2024 : 190 k€). Il est significativement à la hausse suite à l'importance des travaux réalisés en 2024.
- **Subventions** : 1 882 K€ (en 2024 : 409 k€) dont 1 145K€ affectés au financement de la restructuration de la salle des fêtes et 381K€ dédiés aux aménagements du centre village.

Le graphique ci-dessous présente un état de l'évolution de la taxe d'aménagement, du FCTVA et de nos subventions d'équipement :

Evolution des recettes d'investissement de 2019 à 2025



Le tableau suivant reprend l'ensemble des recettes cumulées :

| RECETTES D'INVESTISSEMENT | CA 2023 | CA 2024 | BP 2025 | CA prévisionnel 2025 | Variations CA 24/25 |
|--|--|-----------------------|-----------------------|-----------------------|---------------------|
| ordre | 255 475,44 € | 251 248,13 € | 1 658 159,92 € | 338 567,08 € | 35% |
| 021 - Virement de la section d'exploitation | | - € | 1 116 532,25 € | | |
| 040 - Opérations de transfert entre sections | 215 861,21 € | 233 815,34 € | 356 143,32 € | 304 396,49 € | 30% |
| 041 - Opérations patrimoniales | 39 614,23 € | 17 432,79 € | 185 484,35 € | 34 170,59 € | 96% |
| réelle | 4 378 401,78 € | 4 911 690,68 € | 4 772 911,66 € | 3 718 533,33 € | -24% |
| 001 - Solde d'exécution de la section d'investissement reporté | 77 180,46 € | 2 752 401,45 € | | | -100% |
| 10 - Dotations, fonds divers et réserves | 1 429 972,27 € | 1 749 877,77 € | 1 871 143,23 € | 1 836 267,33 € | 5% |
| 13 - Subventions d'investissement | 356 163,30 € | 409 212,46 € | 2 873 484,43 € | 1 882 266,00 € | 360% |
| 16 - Emprunts et dettes assimilées | 2 500 000,00 € | - € | - € | - € | |
| 204 - Subventions d'équipement versées | | 199,00 € | - € | - € | -100% |
| 21 - Immobilisations corporelles | 15 085,75 € | - € | 28 284,00 € | - € | |
| 27 - Autres immobilisations financières | Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur | - € | - € | - € | |
| Total général | 4 633 876,22 € | 5 162 988,81 € | 4 772 911,66 € | 4 057 100,41 € | -21% |

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/04/2026
Publication : 07/04/2026



III/ Indicateurs financiers du budget général & Orientations 2026

3.1 Épargne

L'épargne brute appelée aussi « capacité d'autofinancement brute » (CAF), correspond à la différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement de l'exercice (en mouvement réel). Cet excédent doit fournir des ressources suffisantes pour couvrir le remboursement en capital des annuités d'emprunt à échoir au cours de l'exercice, puis de financer tout ou une partie de son investissement. L'épargne brute est un outil de pilotage incontournable des budgets locaux. Il permet d'identifier l'aisance de la section de fonctionnement et de déterminer la capacité à investir de la collectivité. A ce titre, l'épargne brute constitue le premier indicateur de pilotage financier des budgets locaux.

Depuis plusieurs années, la commune parvient à améliorer son niveau d'épargne brute :

| Année | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 |
|----------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Taux CAF brute | 20,34% | 21,75% | 25,05% | 21,49% | 23,45% | 24,17% | 27,71% | 33,26% | 28,67% | 26,05% |

L'annexe n°2 présente plus en détail l'évolution des CAF brute et nette de 2016 à 2025.

En 2025, la commune parvient ainsi à maintenir un niveau d'épargne brute satisfaisant de 26 %. Cela signifie que sur 100€ de recettes encaissées, la commune est capable d'épargner 26 €. C'est cependant le taux le plus bas depuis 2021.

La baisse de la CAF brute entre 2024 et 2025 était attendue. Au niveau national, après une amélioration globale de la situation financière du bloc communal (communes et intercommunalités) en 2024, l'année 2025 a été marquée par une dégradation significative des capacités d'autofinancement due à une aggravation de l'effet ciseau.

S'agissant de la commune de Saint-Denis-lès-Bourg, **entre 2024 et 2025, les dépenses ont augmenté de 6% quand les recettes n'ont progressé que de 5%. L'effet ciseau se confirme pour la commune dont la bonne santé financière dépend essentiellement de la dynamique fiscale qui tend à se ralentir**, comme en témoigne le tableau ci-dessous.

La hausse du produit des trois taxes directes locales s'explique principalement par la revalorisation automatique des bases appliquée chaque année par l'Etat en fonction de l'évolution de l'indice des prix à la consommation reflétant le niveau d'inflation (variation nominale) :

| | BASES TAXE D'HABITATION | | | BASES TAXE FONCIER BATI | | | BASES TAXE FONCIER NON BATI | | |
|-------------|-------------------------|------------------------|-----------------|-------------------------|------------------------|-----------------|-----------------------------|------------------------|-----------------|
| | Variation nominale (1) | Variation physique (2) | Variation nette | Variation nominale (1) | Variation physique (2) | Variation nette | Variation nominale (1) | Variation physique (2) | Variation nette |
| 2022 | | 0,24% | 0,24% | 3,40% | 1,14% | 4,54% | 3,40% | -0,62% | 2,78% |
| 2023 | 7,10% | 81,63% | 88,73% | 7,10% | 0,68% | 7,78% | 7,10% | -0,39% | 6,71% |
| 2024 | 3,90% | -19,74% | -15,84% | 3,90% | 0,79% | 4,69% | 3,90% | 2,80% | 6,70% |
| 2025 | 1,70% | -39,71% | -38,01% | 1,70% | 0,59% | 2,29% | 1,70% | -7,86% | -6,16% |

(1) Depuis 2018, les valeurs locatives sont réévaluées chaque année par l'Etat sur la base de l'évolution de l'indice des prix à la consommation.

(2) La variation physique des bases est liée à l'évolution démographique du territoire communal (constructions et réhabilitations-extensions de logements, ou démolitions). Cet indicateur quantifie l'attractivité et le dynamisme de la commune.

Les projections pour les années à venir laissent présager une poursuite de la diminution de la CAF brute de la collectivité sans changement du contexte et des politiques nationales et locales.

Les politiques nationales et locales.

001-210103446-20260311-010-2026-DE

Attesté, certifié exécutoire

Elles imposeront à la nouvelle équipe municipale qui va rentrer en fonction de choisir entre les leviers suivant pour faire face à cette situation :

Réception par le préfet : 07/04/2026
Publication : 07/04/2026

- une baisse importante des investissements que pourra réaliser la commune,
- une augmentation du recours à l'emprunt pour compenser la baisse des capacités d'autofinancement et des montants des subventions,
- un ajustement des taux de la fiscalité directe locale.

3.2 La dette

L'effort de désendettement mené le mandat dernier et en ce début de mandat a permis de diminuer significativement l'endettement de la commune et la charge de la dette.

Il est rappelé qu'en 2023, la commune a souscrit un nouveau prêt de 2,5M€ dans d'excellentes conditions (taux fixe de 0,8 % sur 25 ans) en prévision des travaux de la salle des fêtes.

La commune a consacré, en 2025, 672K€ à son désendettement (dont 542K€ en remboursement de capital). Même en augmentation, cette charge de la dette reste acceptable et largement plus faible que ce que la commune a pu supporter il y a quelques années.

Cette contribution restera sensiblement au même niveau en 2026 (665 k€) avant d'amorcer une baisse dès 2027.

| Organisme prêteur | Durée | Dates de début/fin | Taux d'intérêt (fixe) | Montant initial | CRD au 01/01/2026 | Annuités 2025 | Annuités 2026 | Annuités 2027 |
|---------------------------|--------|--------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|--|--|--|
| CREDIT AGRICOLE | 22 ans | 05/2006 - 11/2027 | 4,775% | 900 000 € | 130 200 € | 69 675,95 € | 69 903,40 € | 69 824,32 € |
| DEXIA | 20 ans | 09/2010 - 10/2030 | 2,54% | 125 000 € | 37 409,79€ | 7 947,19 € | 7 990,72 € | 7 990,72 € |
| CREDIT AGRICOLE | 19 ans | 07/2011 - 12/2029 | 3,38% | 950 000 € | 200 000 € | 58 492,24 € | 56 853,90 € | 55 140,42 € |
| CREDIT AGRICOLE | 30 ans | 11/2012 - 08/2042 | 3,65% | 4 000 000 € | 2 266 671 € | 220 2845,26 € | 215 755,57 € | 210 834,85 € |
| CAISSE D'EPARGNE | 15 ans | 02/2012 - 02/2027 | 3,69% | 1 032 990,75 € | 108 159,33€ | 88 888.70 € | 88 992,24 € | 22 217,97 € |
| BANQUE POPUL. | 6 ans | 12/2020 - 02/2026 | 0,43% | 647 500 € | 108 766,72 € | 108 721,59 € | 109 234,51€ | 0,00 € |
| CREDIT MUTUEL | 25 ans | 12/2023 - 09/2048 | 0,80% | 2 500 000 € | 2 275 000 € | 118 700,00 € | 117 900,00 € | 117 100,00 € |
| TOTAL DES EMPRUNTS | | | | 10 155 490.75€ | 5 126 206,84 € | 672 709,93€ dont Capital : 542 464,76€ Intérêts : 130 245,17€ | 666 630,34€ dont Capital : 548 956,49€ Intérêts : 117 673,85€ | 483 108,28€ dont Capital : 379 233,53€ Intérêts : 103 874,75€ |

Evolution
ANNUITES 2025/2026
- 1.14 %

Evolution
ANNUITES 2026/2027
- 27.53 %

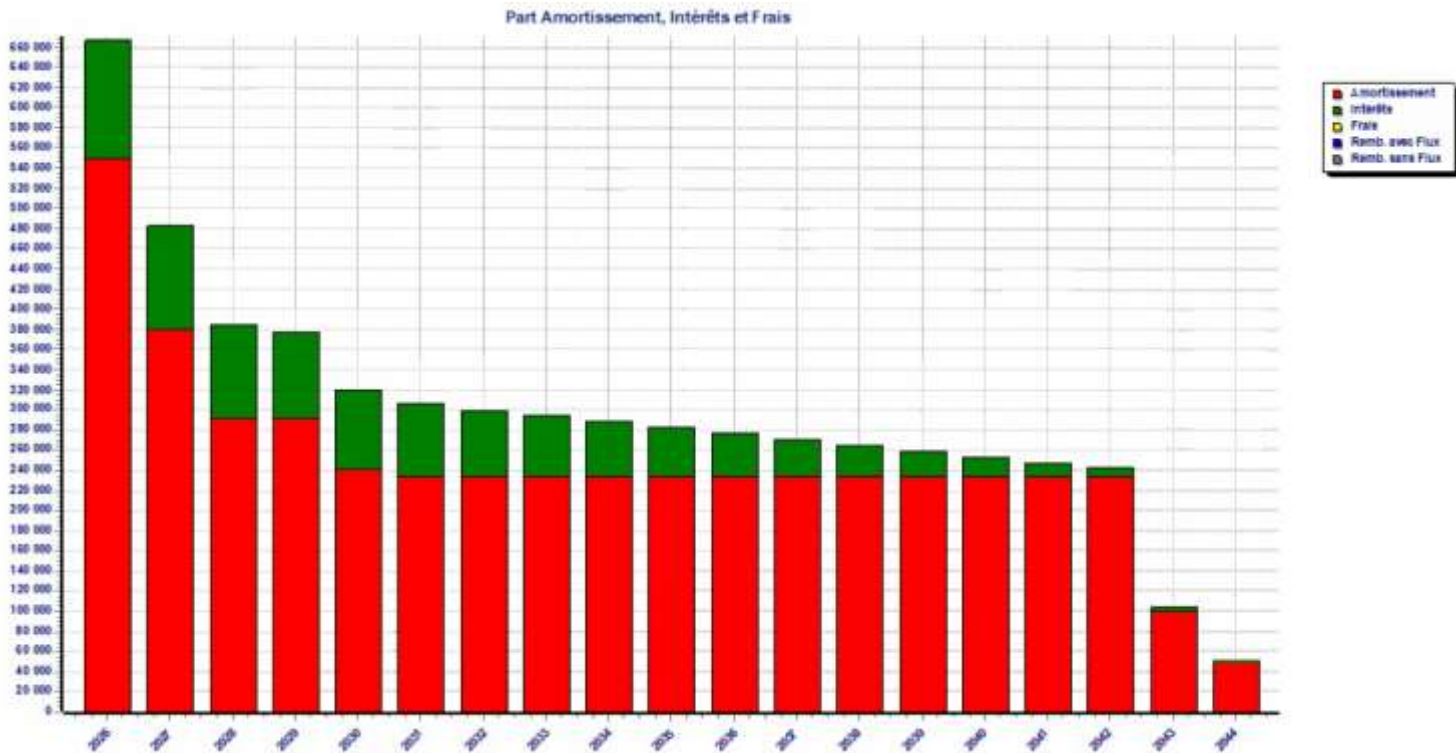
Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

001-210103446-20260311-010-2026-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/04/2026
Publication : 07/04/2026

Projection de la dette de 2026 à 2044 :



Ce graphique ainsi que l'état de la dette ci-annexé (cf. annexe n°3) laissent apparaître un pic des annuités en 2026.

Il est à noter que trois prêts arriveront à terme en 2026 et 2027. Avec une diminution de nos annuités d'environ 170 k€ en 2027 et de 88.5K€ en 2028, cela laissera :

- la possibilité de contracter un nouveau prêt si nécessaire pour compléter le financement de nouveaux investissements (projet de réhabilitation de l'école des Vavres) d'ici la fin du mandat,
- mais aussi une situation saine et des marges de manœuvre pour la prochaine équipe municipale à partir de 2027 et surtout 2028.

Comme en témoigne le graphique ci-dessous, de 2019 à 2025, la capacité de désendettement de la commune a été en diminution constante.

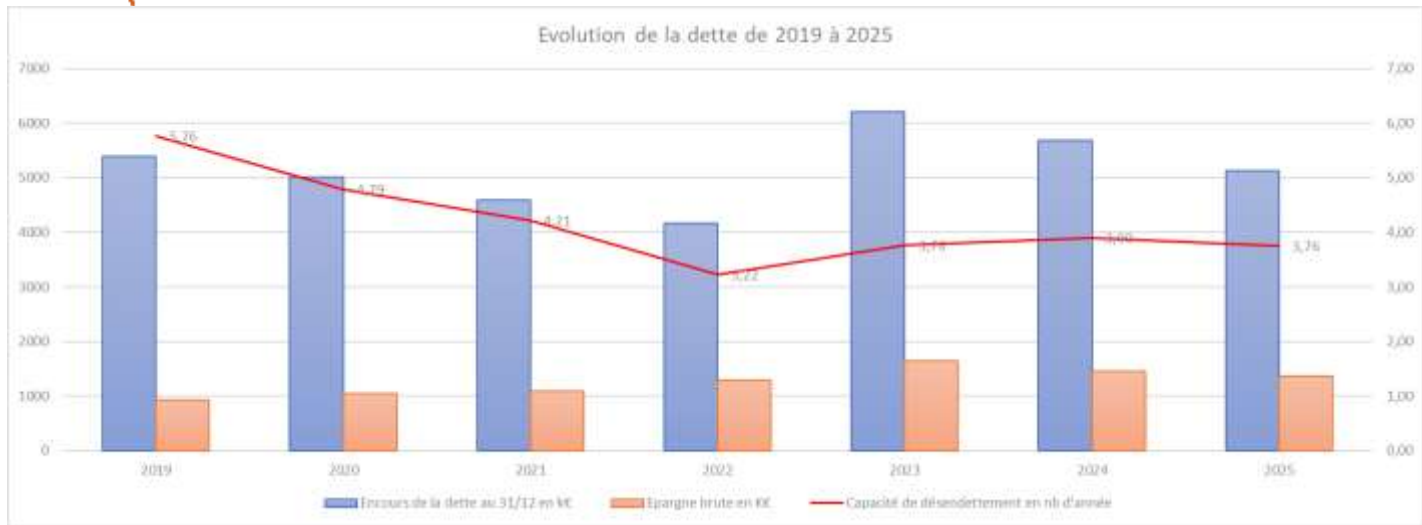
Pour mémoire, le ratio de la capacité de désendettement exprime le nombre d'années théorique qu'il faudrait pour que la commune rembourse l'intégralité de sa dette si elle y consacrait la totalité de son autofinancement disponible. Exprimé en nombre d'années, ce ratio est une mesure de la solvabilité financière des collectivités locales. Au niveau national, le seuil d'alerte se situe à 10 ans.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

001-210103446-20260311-010-2026-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/04/2026
Publication : 07/04/2026



3.4 Orientations 2026

A l'issue de l'analyse rétrospective des précédents exercices et des premières perspectives fixées pour les années à venir, il est proposé de construire le budget 2026, mais aussi les suivants, sur les mêmes bases que les années précédentes tout en précisant davantage les modalités de mise en œuvre des orientations générales.

SECTION DE FONCTIONNEMENT > ORIENTATIONS & PROJECTIONS 2026 :

Les orientations budgétaires proposées pour l'année 2026 se déclinent dans les trois axes suivants :

Fixer un objectif pluriannuel de l'épargne brute et du rythme prévisionnel des investissements à financer

- Maîtriser les dépenses et les recettes de fonctionnement pour maintenir une épargne brute au même niveau que les objectifs des années précédentes (1,2M€ environ) et ainsi garder une capacité d'autofinancement en adéquation avec le rythme de nos investissements. Si « l'effet de ciseau » se confirme, à terme, faire le choix entre réduction de nos capacités d'investissement ou augmentation de nos ressources si cet objectif ne peut être tenu.

Ajuster les évolutions des recettes de fonctionnement qui s'imposent à la commune et limiter la perte d'autonomie :

- Miser (prudemment) sur une **légère diminution de la Dotation globale de fonctionnement (DGF)** et de la Dotation de Solidarité Rurale (DSR) compte tenu de la péréquation annoncée dans la loi de finances 2026 par l'Etat.
- Intégrer un ralentissement de l'évolution des produits issus de la fiscalité compte tenu de :
 - Une dynamique de la construction et de l'immobilier encore en berne dans le secteur de l'habitat,
 - Un décalage des recettes fiscales attendues pour les bâtiments d'activité économique compte



tenu de leur date de livraison et d'occupation.

- Limiter la pression fiscale sur les ménages et les entreprises : les bons résultats de 2025 permettent d'envisager à court terme un maintien des taux de fiscalité directe.

Toutefois, avec des dépenses qui augmentent plus vite que les recettes, cette stabilité des taux de fiscalité reste précaire et en trompe l'œil : si elle limite la dégradation de notre CAF, elle ne compense pas la forte augmentation du coût des travaux et des équipements, et réduit ainsi le volume des investissements que pourra réaliser la commune (d'autant plus qu'il est aussi attendu une baisse des subventions des principaux partenaires, eux-mêmes frappés par la crise budgétaire que connaît notre pays).

C'est pourquoi, l'évolution des taux communaux de fiscalité dépendra avant tout du rythme des investissements que la commune entendra mener dans les années à venir dans le cadre de son programme pluriannuel d'investissement.

PROJECTION DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT 2026 :

| RECETTES DE FONCTIONNEMENT | CA 2023 | BP 2024 | CA 2024 | BP 2025 | CA prévisionnel 2025 | BP 2026 |
|---|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| Ordre | 49 413,88 € | 32 714,00 € | 29 993,30 € | 49 000,59 € | 39 484,05 € | 35 173,00 € |
| 042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections | 49 413,88 € | 32 714,00 € | 29 993,30 € | 49 000,59 € | 39 484,05 € | 35 173,00 € |
| Réelle | 5 143 810,06 € | 5 226 720,00 € | 5 299 374,03 € | 5 386 127,41 € | 5 576 734,07 € | 5 327 885,00 € |
| 002 - Résultat reporté de fonctionnement | 150 000,00 € | 150 000,00 € | 150 000,00 € | 300 000,00 € | 300 000,00 € | 300 000,00 € |
| 013 - Atténuations de charges | 35 364,04 € | 33 110,00 € | 43 470,92 € | 31 260,00 € | 35 371,12 € | 34 045,00 € |
| 70- Produits des services du domaine et ventes diverses | 50 247,90 € | 42 748,00 € | 58 833,08 € | 46 169,00 € | 55 601,94 € | 52 362,00 € |
| 73 - Impôts et taxes | 4 193 542,17 € | 4 286 478,53 € | 4 312 697,68 € | 4 297 542,41 € | 4 394 322,25 € | 4 296 970,00 € |
| 74- Dotations et participations | 626 572,06 € | 614 474,00 € | 649 048,78 € | 636 640,00 € | 674 513,87 € | 570 550,00 € |
| 75- Autres produits de gestion courante | 31 534,23 € | 52 109,47 € | 26 679,25 € | 50 566,00 € | 73 568,81 € | 69 800,00 € |
| 76- Produits financiers | | 37 300,00 € | 37 300,00 € | | | 0,00 € |
| 77 - Produits spécifiques | 56 549,66 € | 10 500,00 € | 21 344,32 € | 23 250,00 € | 42 717,09 € | 4 158,00 € |
| 78 - Reprise sur dépréciations et provisions | | | | 700,00 € | 638,99 € | |
| Total général | 5 193 223,94 € | 5 259 434,00 € | 5 329 367,33 € | 5 435 128,00 € | 5 616 218,12 € | 5 363 058,00 € |

La tendance 2026 laisse esquisser une diminution des recettes de fonctionnement de l'ordre de 4 % par rapport au CA 2025.

En complément des orientations détaillées ci-dessus, les projections sont bâties sur la base des éléments suivants :

- Revalorisation forfaitaire des bases par l'Etat de 0.8 % « seulement » en lien avec une baisse de l'inflation,
- Diminution de 19.3 % de la compensation versée par l'Etat pour l'abattement de taxe foncière sur les propriétés bâties des locaux industriels (estimée à - 37k€ environ),
- Augmentation des produits de **location** du fait d'une augmentation des revenus locatifs des maisons acquises par l'Etablissement Public Foncier de l'Ain pour le compte de la commune,
- Maintien des **droits de mutation à titre onéreux** (DMTO) à un niveau élevé (160k€) compte tenu d'une dynamique marquée du marché immobilier sur les biens existants.
- Fin de la participation de l'État au financement du poste de conseiller numérique,
- Perception pour la 1^{ère} année d'une fraction de la **taxe sur l'exploitation des infrastructures de transport de longue distance** aux communes titulaires de la compétence voirie (3.3k€).

Maîtriser au plus juste l'évolution des dépenses de fonctionnement

Assés de réception Ministère de l'Intérieur

001-210103446-20260311-010-2026-DE

La projection 2026 table sur une maîtrise des dépenses réelles de fonctionnement :

Département de l'Ain

Réception par le préfet : 07/04/2026
Publication : 07/04/2026

| Dépenses de fonctionnement | CA 2023 | BP 2024 | CA 2024 | BP 2025 | CA prévisionnel 2025 | BP 2026 |
|--|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| Ordre | 215 861,21 € | 1 452 895,64 € | 233 815,34 € | 1 472 675,57 € | 304 396,49 € | 1 342 759,10 € |
| 023 - Virement à la section d'investissement | | 1 210 895,64 € | | 1 116 532,25 € | | 957 759,10 € |
| 042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections | 215 861,21 € | 242 000,00 € | 233 815,34 € | 356 143,32 € | 304 396,49 € | 385 000,00 € |
| Réelle | 3 362 794,73 € | 3 806 538,36 € | 3 674 408,76 € | 3 962 452,42 € | 3 897 846,52 € | 4 020 298,90 € |
| 011- Charges à caractère général | 747 481,35 € | 900 058,00 € | 870 526,13 € | 955 891,90 € | 946 427,01 € | 1 025 915,69 € |
| 012- Charges de personnel et frais assimilés | 1 662 650,14 € | 1 794 420,00 € | 1 790 023,14 € | 2 007 182,52 € | 1 971 297,79 € | 2 042 600,09 € |
| 014- Atténuations de produits | 17 922,75 € | 14 058,00 € | 9 513,84 € | 810,00 € | 807,50 € | 14 776,00 € |
| 022- Dépenses imprévues | | - € | | | | |
| 65- Autres charges de gestion courante | 795 180,01 € | 952 681,00 € | 859 774,42 € | 850 346,00 € | 831 343,05 € | 820 954,00 € |
| 66 - Charges financières | 139 310,48 € | 144 571,36 € | 144 571,23 € | 130 246,00 € | 130 245,17 € | 116 053,12 € |
| 67- Charges exceptionnelles | - € | 500,00 € | | 17 726,00 € | 17 726,00 € | |
| 68 - Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions | 250,00 € | 250,00 € | | 250,00 € | | |
| Total général | 3 578 655,94 € | 5 259 434,00 € | 3 908 224,10 € | 5 435 127,99 € | 4 202 243,01 € | 5 363 058,00 € |

A ce stade, l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement présente une **stabilité** par rapport aux prévisions du BP 2025 :

- Maîtriser l'impact de l'inflation sur l'ensemble des dépenses de fonctionnement :**
 - Augmentation prévisionnelle des dépenses à caractère général compensée très partiellement par une baisse des autres charges de gestion courante et des charges d'emprunt.
Il est à noter que pas/peu de marges de manœuvre nouvelles sont identifiées compte tenu des efforts réalisés depuis plusieurs années,
 - Stabilité globale des primes d'assurances (93K€) : hausse restant relativement modérée (+ 1,5%) compte tenu de l'envolée des primes que connaissent bon nombre de collectivités locales,
 - Nécessité de prévoir une augmentation des dépenses d'entretien et de renouvellement de notre patrimoine compte tenu du vieillissement des bâtiments et de l'augmentation du coût des réparations subie depuis deux ans.
Il est à noter que réaliser des économies de court terme risquerait d'augmenter fortement des charges à moyen/long terme par défaut d'entretien.
- Maîtriser l'évolution de la masse salariale tout en maintenant la valorisation de l'investissement des agents :**
 En 2026, la commune prévoit, à ce stade, une augmentation des charges de personnel de l'ordre de 3.62 % par rapport au CA 2025. Cette projection s'explique non seulement par la progression mécanique du Glissement Vieillesse Technicité (avancements d'échelons et de grades), mais encore par d'autres facteurs :
 - Poursuite de l'augmentation du taux de cotisation pour la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales (CNRACL),
 - Valorisation de l'investissement des agents (via le CIA).
 - Effets en année pleine de recrutements sur postes permanents effectués au cours de l'année 2025 (25K€), avec en perspective des équipes au complet.
 - Réflexion relative à l'externalisation de prestations pour pallier la vacance de postes ou absorber la charge d'activité supplémentaire.
- Intégrer des dépenses exceptionnelles :**
 - Location de modulaires durant le chantier de l'Ecole des Vavres (coût estimé à 65K€ en 2026 et 120K€ en 2027),
 - Souscription d'une assurance Tous risques chantier et Dommages-ouvrage dans le cadre de l'opération de rénovation de l'école des Vavres (28 K€)
- Prendre en compte l'évolution du coût de l'énergie et l'impact des mesures de réduction des consommations énergétiques :**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

001-210103446-20260311-010-2026-DE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

Réception par le préfet : 07/04/2026
Publication : 07/04/2026



- Stabilité des coûts de l'énergie grâce :
 - aux tarifs compétitifs négociés par le SIEA dans le cadre des nouveaux marchés groupés d'électricité et de gaz souscrits au 01/01/2026. Il est à noter que la crise actuelle au moyen orient constitue de nouveau un risque d'envolée des prix inconnu à ce jour ;
 - à l'augmentation de la part d'électricité autoconsommée à partir des 350 m² de panneaux photovoltaïques installés sur les toits de l'école, du foyer et de la salle des fêtes,
- Augmentation des tarifs de la chaufferie bois mais augmentation prévisionnelle du volume de thermie avec le raccordement du gymnase à celle-ci dès la prochaine saison de chauffe (actuellement chaudière gaz).
- Baisse des consommations des équipements publics et des bâtiments suite au passage en LED.
- **Maintenir le soutien à la vie locale et associative :**
 - Maintien de l'enveloppe de subventions aux associations locales (52K€),
 - Hausse de la subvention allouée aux associations Pôle Pyramide (+ 20K€) et Bout 'chou (+ 4K€),
 - Reconduction de la subvention au CCAS de 65K€ ; une évolution pourra être envisagée dans les années à venir en fonction du périmètre de ses missions,
 - Renouvellement de l'enveloppe budgétaire d'un montant de 10k€, dédiée à l'appel à projets relatif au parcours d'éducation artistique, culturel et sportif, dispositif mis en œuvre en 2025 dans le cadre de l'action n°1-3 du Projet Educatif Local (PEL). Les projets de l'AAP 2025 ayant été validés fin 2025-début 2026, il est proposé de reporter les crédits non consommés en 2026 soit un montant de 9.5k€.
- Dans le cadre du projet culturel de la commune, **renouvellement des crédits destinés à l'animation de la vie culturelle** pour un montant de 10k€ euros. Ces crédits permettent de développer une offre culturelle de qualité et destinée au plus grand nombre au-delà de l'offre propre à la médiathèque.

SECTION D'INVESTISSEMENT > ORIENTATIONS & PROJECTIONS 2026 :

Les orientations sur les investissements à réaliser dans le courant de l'année 2026 et en perspective durant les années suivantes sont à travailler dans un contexte bien particulier marqué par les éléments suivants :

- Le constat d'une **baisse de notre épargne brute** (qui reste malgré tout encore correcte) par rapport aux années précédentes,
- Une **baisse du volume de travaux** compte tenu du renchérissement du coût des prestations et du matériel en lien avec l'inflation mais une tendance amorcée à la baisse des coûts du BTP en lien avec la baisse d'activité des entreprises,
- Une **situation économique du pays encore incertaine tout comme les perspectives budgétaires pour les collectivités** qui risquent de confirmer pour plusieurs années les annonces de baisse (drastique) des budgets des principaux financeurs et qui augurent **d'une baisse des subventions** sur les projets en préparation.

Dans ce contexte, les orientations budgétaires 2026 s'inscrivent dans la continuité de celles des années précédentes :

Accusé 2026 réception: Ministère de l'intérieur

001-210103446-20260311-010-2026-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/04/2026
Publication : 07/04/2026



Adapter notre capacité d'investissement à nos moyens :

- **Faire face à une baisse prévisionnelle de nos recettes et à une augmentation programmée des charges :**
 - Une **stagnation des produits de la taxe d'aménagement (TA)** probablement durable en rapport avec la faible dynamique de construction de maisons individuelles post crise immobilière et des perspectives de reprise progressive si se confirment une baisse des coûts de constructions et une stabilité des taux d'intérêt,
 - Des recettes significatives à encaisser suite aux constructions économiques (aux Cadalles notamment) mais un rallongement des délais de paiement de la TA suite à la réforme de 2023. Il convient également d'intégrer :
 - Le reversement à la communauté d'agglomération des produits de la TA sur les zones d'activités communautaires du Calidon et de la Chambièrre pour les constructions à venir,
 - Le remboursement du trop-perçu de la TA sur le projet EIC compte tenu de la diminution de la taille du projet restant encore à réaliser (-15/20 k€ environ),
 - Une **diminution modérée des annuités d'emprunt** en 2026 (- 8k€), puis significative à partir de 2027 (-170K€).
 - **Le maintien de prix élevés des travaux, des prestations de services et des biens** suite à l'inflation (estimée entre +15 et 25%). Si les prévisions réalisées jusqu'alors tablent sur une maîtrise de l'inflation, l'évolution actuelle des relations commerciales et notamment l'instauration des droits de douane par les Etats-Unis font planer le risque d'une reprise de l'inflation. A court terme, seuls les prix des travaux de construction tendent à baisser depuis quelques mois en corollaire de la baisse des commandes publiques (en année d'élection et en vue de la baisse des aides publiques).
 - **Une hausse des remboursements d'annuités à l'EPF** dans les prochaines années :
 - **en 2026**, baisse des annuités de 24K€ : fin du portage d'un bien situé allée du Pierry ; début du remboursement par annuité du Grillon en complément des annuités des biens déjà acquis (Buir (chemin de Chalandré), Danancher (rue du Village) et Chiarinelli (allée des Roses)) pour un montant total de **86 k€**,
 - **en 2027** viendra s'ajouter le remboursement par annuité de l'acquisition de deux maisons situées chemin du Bourg (Ladre et Antoinat) pour un montant total de **109 k€**.Il est à noter que les produits de location pour ces différents biens couvriront une grande partie des frais de portage à payer annuellement à l'EPF.
De nouvelles acquisitions pourraient également être envisagées (maison Guichon, toilette canin). L'objectif serait de ne pas dépasser les 100 k€/an. Pour y parvenir, il conviendrait d'envisager rapidement la cession de terrains d'ores et déjà remboursés à l'EPF (qui constituent un stock de plus de 1M€) comme par exemple la vente des terrains Buir en 2027 ou le bâti dans le centre du village.
 - La perspective d'une **diminution des subventions des différents partenaires financiers** de la commune sur les futures demandes de financement.
 - Une annonce de la **baisse des aides à l'investissement de l'Etat au niveau national** appelant à la prudence quant aux résultats des demandes de financement,

103446-20260311-010-2026-DE

Accuse de réception

Reçu par le service des finances

Publication : 07/04/2026

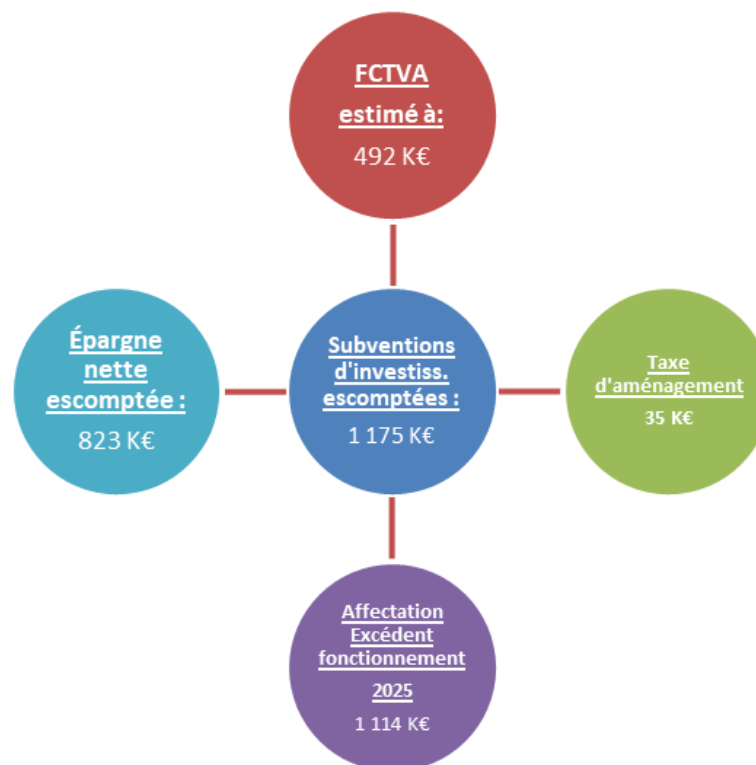
- Le probable arrêt du plan d'équipement territorial (PET) de la communauté d'agglomération, au moins sous cette forme dans les années à venir même si la commune conserve encore un important droit de tirage pour l'année 2027 et dans une moindre mesure pour l'année 2028.

Comme les années précédentes, une veille des dispositifs de financement sera assurée pour identifier toute nouvelle opportunité.

- **Compenser les charges/baisses de recettes par une augmentation des recettes :**
 - La **baisse significative du remboursement du capital de nos emprunts** à partir de 2027 permet d'envisager sereinement la souscription d'un **nouvel emprunt « d'ajustement »** pour équilibrer l'opération de rénovation des Vavres **sans obérer les marges de manœuvre à laisser à la prochaine équipe municipale** pour financer un ou plusieurs projets structurants.
 - La perspective d'une **vente de foncier** acquis et remboursé à l'EPF dans le centre village à un opérateur immobilier pour une opération d'habitat dans le centre village (+300 k€)

PROJECTION DES RECETTES D'INVESTISSEMENT 2026 :

Les résultats de l'exercice 2025 permettent de bâtir des projections sur la base des éléments suivants :



Malgré l'érosion progressive de son épargne de gestion, la commune parvient à maintenir une capacité d'investissement conséquente, qui reste encore dopée par les effets du prêt de 2,5 M€ contracté en 2023.

Néanmoins, compte tenu de la baisse prévisible des autres sources de financement, il est fort probable qu'à partir de 2026, la commune doive puiser davantage dans son épargne ou recourir à de nouveaux emprunts pour assurer le financement de projets structurants. Le niveau d'endettement de la commune et notamment la baisse attendue de 250 k€ des annuités d'ici à 2027, permet d'envisager un recours à l'emprunt à hauteur de 4 à 5 M€ durant le prochain mandat tout en restant au même niveau d'endettement qu'aujourd'hui ce qui

Accuse de réception - Ministère de l'Intérieur
001210169440-2026031101612026-DE
Accuse certifié exécutoire
Réception par le préfet : 07/04/2026
Publication : 07/04/2026



est très acceptable.

Il est à noter que cette tendance marquée à la fois par une baisse de l'épargne de gestion et du niveau de subvention, et une augmentation du recours à l'emprunt a été identifiée par la Banque de France pour la majorité des collectivités locales en France. Si elle peut donner des marges de manœuvre pour soutenir l'investissement public dans notre pays dans les années à venir, elle trouvera malgré tout rapidement ses limites et demande une extrême vigilance quant aux choix et aux montants d'investissement à réaliser.

C'est pourquoi, il est proposé de garder une certaine prudence dans la programmation de nos investissements et des ressources pour assurer à la nouvelle équipe des marges de manœuvre en 2027.

| RECETTES D'INVESTISSEMENT | CA 2023 | CA 2024 | BP 2025 | CA prévisionnel 2025 | BP 2026 |
|---|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|------------------------|
| ordre | 255 475,44 € | 251 248,13 € | 1 658 159,92 € | 338 567,08 € | 10 444 670,10 € |
| 021 - Virement de la section d'exploitation | | - € | 1 116 532,25 € | | 957 759,10 € |
| 040 - Opérations de transfert entre sections | 215 861,21 € | 233 815,34 € | 356 143,32 € | 304 396,49 € | 385 000,00 € |
| 041 - Opérations patrimoniales | 39 614,23 € | 17 432,79 € | 185 484,35 € | 34 170,59 € | 9 101 911,00 € |
| réelle | 4 378 401,78 € | 4 911 690,68 € | 4 772 911,66 € | 3 718 533,33 € | 2 810 275,90 € |
| 001 - Solde d'exécution de la section d'investissement repoté | 77 180,46 € | 2 752 401,45 € | | | - € |
| 10 - Dotations, fonds divers et réserves | 1 429 972,27 € | 1 749 877,77 € | 1 871 143,23 € | 1 836 267,33 € | 1 641 545,11 € |
| 13 - Subventions d'investissement | 356 163,30 € | 409 212,46 € | 2 873 484,43 € | 1 882 266,00 € | 1 168 730,79 € |
| 16 - Emprunts et dettes assimilées | 2 500 000,00 € | - € | - € | | - € |
| 204 - Subventions d'équipement versées | | 199,00 € | - € | | - € |
| 21 - Immobilisations corporelles | 15 085,75 € | - € | 28 284,00 € | - € | - € |
| 27 - Autres immobilisations financières | | | - € | | - € |
| Total général | 4 633 877,22 € | 5 162 938,81 € | 6 431 071,58 € | 4 057 100,41 € | 13 254 946,00 € |

La projection 2026 intègre une régularisation concernant trois emprunts souscrits en 2006 (900k€), 2011 (950k€) et 2012 (4M€) pour un montant total de 5 850 000€. Dès l'origine, ils ont été comptabilisés sur un compte dédié aux emprunts revolving alors qu'il s'agit de trois emprunts classiques.

Cette anomalie n'a été identifiée par la Préfecture qu'en 2025 à l'occasion d'un contrôle des comptes de la collectivité.

La collectivité est contrainte de régulariser ces imputations comptables en 2026 par le biais d'opérations d'ordre dont le cumul revient à 0€ :

- En recettes d'investissement :
 - 1641 : 5 850 000€
 - 16441 : 3 142 329€
- En dépenses d'investissement :
 - 1641 : 5 850 000€
 - 16441 : 3 142 329€

Autrement dit ces écritures n'ont aucune incidence financière réelle pour la commune.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

001-210103446-20260311-010-2026-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/04/2026
Publication : 07/04/2026



PROJECTION DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT 2026 :

| Dépenses d'investissement | CA 2023 | CA 2024 | BP 2025 | CA prévisionnel 2025 | BP 2026 |
|--|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|------------------------|
| ORDRE | 49 413,88 € | 47 190,48 € | 802 642,49 € | 401 093,86 € | 9 595 674,33 € |
| 001 - Solde d'exécution de la section d'investissement reporté | | | 11 473,55 € | 11 473,55 € | 458 590,33 € |
| 040 - Opérations de transferts entre sections | 49 413,88 € | 29 757,69 € | 605 684,59 € | 370 882,41 € | 35 173,00 € |
| 041 - Opération patrimoniales en section d'investissement (vide) | | 17 432,79 € | 185 484,35 € | 18 737,90 € | 9 101 911,00 € |
| | | | - € | | - € |
| Réelle | 1 780 620,66 € | 5 127 221,88 € | 6 185 113,09 € | 4 094 569,72 € | 3 659 271,67 € |
| 020 - Dépenses imprévues | | | - € | | - € |
| 10 - Dotations, fonds divers et réserves | - € | 5 856,86 € | 18 344,00 € | 18 343,67 € | 2 370,58 € |
| 13 - Subventions d'investissement | 6 500,00 € | | - € | | - € |
| 20 - Immobilisations incorporelles | 75 351,51 € | 55 130,40 € | 113 500,49 € | 53 050,09 € | 45 451,99 € |
| 204 - Subventions d'équipements versées | 37 000,00 € | 26 982,97 € | 31 704,50 € | 31 703,81 € | 122 030,80 € |
| 21 - Immobilisations corporelles | 522 654,15 € | 2 038 666,85 € | 2 716 106,13 € | 1 625 671,99 € | 1 822 075,90 € |
| 23 - Immobilisation en cours | 614 175,47 € | 2 380 848,19 € | 2 608 012,67 € | 1 720 073,57 € | 776 080,21 € |
| 27 - Autres immobilisations financières | 69 452,82 € | 83 367,96 € | 154 980,30 € | 103 261,83 € | 342 305,70 € |
| 16 - Emprunts et dettes assimilées | 455 486,71 € | 536 368,65 € | 542 465,00 € | 542 464,76 € | 548 956,49 € |
| Total général | 1 830 034,54 € | 5 174 412,36 € | 6 987 755,58 € | 4 495 663,58 € | 13 254 946,00 € |

Prioriser nos dépenses d'investissement et mieux adapter le rythme des projets à la recherche de financement :

La remontée des demandes d'investissements nouveaux issue du travail des commissions en lien avec les services, mais aussi de la remontée des nombreux temps d'échanges avec la population au cours de ces dernières années a permis d'identifier une première liste de besoins bien supérieure aux capacités financières de la commune.

A ce titre, il convient de prioriser ces investissements selon la méthodologie suivante :

- **Terminer les travaux déjà engagés et solder les restes à réaliser** en recettes et dépenses ;
- **Identifier les investissements urgents et strictement nécessaires** au bon fonctionnement des équipements et services et à leur pérennité dans le temps ;
- **Financer les projets structurants** initiés les années précédentes et dont le montage technique et financier est terminé,
- Financer les études et démarches pré-opérationnelles **pour préparer les investissements des années prochaines**, identifier et solliciter les financements mobilisables.
- **Trier le reste des demandes** entre ce qui est essentiel pour la commune et ce qui peut être différé voire annulé.

Cette démarche s'inscrit clairement dans la volonté de l'équipe municipale de limiter le recours à l'augmentation des taux de fiscalité et de « ne dépenser que ce que l'on a » tant qu'il sera possible de le faire.

Elle intègre également la capacité de nos services administratifs et techniques de suivre l'ensemble des (nombreux) dossiers en cours ou en préparation.

Finalement, elle préfigure d'un rythme encore soutenu d'investissement dans les mois à venir même si toutes les demandes ne pourront être prises en compte dans l'immédiat. Il est à répartir entre 2026 (pour les projets d'ores et déjà préparés) et les années à venir en laissant des marges de manœuvre à la nouvelle équipe municipale.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

001-210103446-20260311-010-2026-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/04/2026
Publication : 07/04/2026

De ce travail, il ressort la proposition suivante en adéquation avec les principaux axes de travail et



compétences de la commune :

○ **Modernisation des bâtiments et équipements :**

Afin de maintenir en bon état de fonctionnement ses équipements, la commune poursuit la rénovation et la modernisation de ses équipements.

- **Modernisation et rénovation thermique de l'école des Vavres – 650k€** (gestion en autorisation de programme/crédits de paiement) : ces travaux constituent un investissement important préparé et attendu depuis plusieurs années. Les travaux vont s'étaler sur les exercices 2026 et 2027.

Les dépenses prévisionnelles se décomposent comme suit :

| Postes de DEPENSES | Estimation au 02/02/2026 |
|---|--------------------------|
| Frais divers (annonces légales, etc.) | 9 000€ |
| Honoraires AMO et maîtrise d'œuvre, CT, CSPS, diagnostics, sondages | 211 939 € |
| Marché de travaux bâtiment | 1 799 500€ |
| Révision des prix, frais divers et imprévus | 100 000€ |
| Aménagement de la cour | |
| Maîtrise d'œuvre + Travaux aménagement du parking dédié (LBI) | 134 440€ |
| TOTAL HT | 2 254 879 € |
| Montant TVA 20 % | 450 976 € |
| TOTAL TTC | 2 705 855 € |
| Estimation FCTVA (16,404 %) | 443 868 € |
| RESTE A CHARGE COMMUNE en INVESTISSEMENT | 2 261 986 € |

Les recettes prévisionnelles déjà acquises se décomposent comme suit :

- Subventions du département : 173,3 k€
- Subvention de Grand Bourg Agglomération : 450 k€
- Subvention de l'Etat (ACTEE 2) via GBA : 10 k€

En complément, la commune doit pouvoir compter sur les aides suivantes :

- Subvention Etat (DETR et/ou DSIL, Fond vert) : 400 k€
- Financement européen Leader : 30 k€
- Valorisation des CEE : 10 k€

Soit un montant total d'aide de 1,063 M€ (48%).

En complément, le recours à l'emprunt pourrait se situer à un montant de 1 M€, sans compter l'autofinancement que la commune pourrait y consacrer sur les deux prochains exercices budgétaires. En fonction des taux d'intérêt, la commune pourrait envisager de souscrire dès cette année un emprunt d'un montant supérieur afin d'en affecter une partie sur d'autres investissements.

- **Poursuite de la modernisation du pôle petite enfance Bout 'chou** : il est principalement envisagé en 2026 de réaliser la dernière tranche de réfection de l'étanchéité de la toiture terrasse, d'installer une pergola, de reprendre le sol souple de la cour et de remplacer les jeux extérieurs (100k€). Ces travaux sont cofinancés par la Caisse d'allocations familiales de l'Ain à hauteur de 86k€.

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/04/2026
Publication : 07/04/2026



- **Finalisation des travaux de rénovation de la salle des fêtes (31k€) :** il s'agit de travaux de finitions et d'achat de matériels complémentaires principalement.

- **Sobriété énergétique :**

La commune a initié depuis plusieurs années un important plan de rénovation énergétique de ces bâtiments et de ces équipements publics pour diminuer la consommation énergétique et réduire d'autant les factures. La plupart des travaux sont aujourd'hui terminés. D'autres vont se lancer ou se préparer en 2026 :

- **Modernisation du chauffage du gymnase (250k€) :**

L'extension du réseau de chaleur doit permettre le raccordement du collège et du gymnase. Si les travaux d'extension du réseau seront pris en charge par le budget annexe du réseau de chaleur, la modernisation du système de chauffage du gymnase (consistant à remplacer le chauffage au gaz par un chauffage bois énergie) est à financer sur le budget général.

Concernant les travaux d'extension du réseau de la chaufferie bois, il est proposé que le budget principal verse une avance remboursable au budget annexe de la Régie (montant estimatif de 256k€) afin de pallier au décalage d'encaissement des subventions et autres cofinancements qui n'interviendront probablement qu'en 2027. Cette avance sera remboursée au budget principal au fur et à mesure de la perception des diverses recettes attendues.

- **Études thermiques de la cantine du village et du pôle socio culturel :**

Dans la continuité des audits réalisées en 2024 pour améliorer le confort thermique de ces bâtiments, des études de maîtrise d'œuvre seront engagées dès ce début d'année pour préparer les dossiers et identifier dès 2026 les co financements mobilisables.

- **Modernisation de l'éclairage public :**

Il s'agit d'étudier en 2026 les solutions proposées par le SIEA pour poursuivre la conversion de l'ensemble de nos points lumineux en LED. Le montant de cet investissement est estimé par le syndicat à près de 400 k€ à répartir sur plusieurs exercices. Il est à noter que l'ensemble des actions engagées depuis 2012 (modernisation des points lumineux, suppression de mats, programmation, extinction partielle) a permis une baisse de la consommation énergétique de plus de 50% alors que dans le même temps le nombre de points lumineux augmentait de 25%.

- **Équipements sportifs :**

Dans la continuité des années précédentes, il est prévu la poursuite de l'entretien et de la modernisation des équipements sportifs. Ils pourraient concerner cette année :

- Le passage en LED du terrain annexe (42 k€),
- Le changement de petits équipements au gymnase (10 k€),
- Le changement en cas besoin du gazon synthétique du citystade (16 k€).

- **Gros entretien des bâtiments communaux :**

La commune dispose d'un parc immobilier en bon état mais qui au fil des ans commence à prendre de l'âge et qui à ce titre justifient des travaux d'entretien/maintenance voire de rénovation qu'il convient de ne pas négliger pour éviter une dégradation prématurée de notre patrimoine bâti.

- Rénovation de l'étanchéité d'une partie de la toiture de l'école du Village (50k€),

Accusé certifié exécutoire

Reçu en préfecture le 07/04/2026

Publication : 07/04/2026



- Réfection des murs et du portail du cimetière (37 k€),
 - Travaux divers notamment de mise aux normes électriques de maisons mises en location (10k€)
- **Renouvellement annuel du mobilier / travaux divers dans les bâtiments :**
Comme chaque année, une enveloppe annuelle est prévue que ce soit pour le renouvellement de mobilier dans les écoles et restaurants scolaires (12.7k€), les équipements sportifs (gymnase : 13k€) et autres bâtiments communaux (20K€ pour la salle des fêtes notamment).
- **Réaménagement des espaces publics :**
Après avoir mené une concertation avec les riverains à la mi 2025, le projet de réaménagement du pré joli fait aujourd'hui l'objet d'un travail de conception. Compte tenu des délais de passation des marchés, il est peu probable que les travaux puissent être lancés d'ici à la fin de l'année. Toutefois, 20k€ ont été budgétés en 2026, la majeure partie du budget (autour de 100 k€) étant à inscrire sur des crédits 2027.
- **Modes doux :**
- **Participation à la réalisation de la piste cyclable Corgenon**
Après plusieurs années d'études techniques et financières, mais aussi d'acquisitions foncières menées par Grand Bourg Agglomération, les travaux d'un montant d'1,5M€ ont débuté en début d'été pour une durée de 9 mois et sont pris en charge à 100% par elle.
Pour autant, la commune s'est engagée au côté du Département, de la Communauté d'agglomération et de la commune de Saint-Rémy à participer au financement de la sécurisation du carrefour du chemin du moulin neuf pour un montant de 90 k€ (sur 600 k€ de travaux). Elle en a profité également pour réaliser les travaux de sécurisation de l'entrée de ville (feux au niveau du chemin du bourg) et d'aménagement d'un mode doux sur le côté sud de la voie.
 - **Aménagement des cheminements des Flèches, de Chalandré et de l'avenue de la Dombes :**
Face à la difficulté d'acquérir une partie du foncier, la commune pourrait s'orienter vers l'aménagement d'un mode doux le long de la rocade, derrière la haie bocagère plantée en 2025.
Pour autant, afin d'apaiser la vitesse sur le chemin des flèches et sécuriser la sortie du hameau de la grange maman, un plateau pourrait être aménagé (50 k€).
 - **Travaux de modernisation dans divers quartiers :**
Comme chaque année, il convient de prévoir un budget d'investissement pour répondre aux besoins des quartiers en équipements nouveaux ou travaux de proximité.
- **Voirie – Ouvrages d'art :**
Notre réseau viaire comporte 54 kilomètres de chemins et de rues dont une part importante n'a pas connu de travaux significatifs depuis des années (voire leur date de création dans bon nombre de lotissements datant des années 70/80). Leur état s'est au fur et à mesure des années dégradé et devient aujourd'hui préoccupant. L'augmentation des coûts des matériaux et des prestations de travaux publics accentue encore cette charge.
Aussi, pour faire face à cette situation et éviter de prendre du retard dans ces investissements, il est prévu d'augmenter significativement, durant les années à venir la part de ces dépenses.



Une programmation des réfections de voiries a été élaborée pour un montant compris entre 250 et 350 k€/an en moyenne.

A ce stade de la préparation budgétaire, le programme reste encore à finaliser. Il sera fait appel au marché à bons de commandes de la communauté d'agglomération pour le mettre en œuvre.

Les opérations ci-dessous sont d'ores et déjà prévues en 2026 :

- Finalisation de l'aménagement de la rue Clostermann (70k€)
- Aménagement de sécurité de l'avenue de Trévoux : mise en place d'un feu tricolore intelligent et aménagement modes doux (125k€)
- Sécurisation des ponts : suite à un diagnostic sur l'ensemble de nos ouvrages, deux ponts révèlent une fragilité structurelle demandant des travaux urgents de confortation :
 - Après les piles du pont du chemin du Portail, il convient de reprendre son tablier (35 k€),
 - Les piles du pont du chemin du Moulin neuf partagé avec Saint-Remy demandent également à être rejointées et confortées (part pour Saint-Denis : 21 k€).

○ **Nature en ville, biodiversité et changement climatique :**

Le programme de plantations initié en 2024 se poursuivra en 2026. Il concernera principalement les restes à réaliser des travaux de 2025 et le renouvellement du programme de plantations ou de replantations annuelles au sein de tous les quartiers de la commune. L'étude et les sondages concernant l'évolution du mode d'arrosage des terrains de football seront également finalisés en 2026 (coût global estimé à 30k€ subventionné à hauteur de 70% par l'Agence de l'eau).

○ **Matériel alloué aux services municipaux :**

Les investissements les plus urgents envisagés cette année concernent tout particulièrement :

- Remplacement de deux véhicules légers par des électriques (50k€),
- Plan de renouvellement des outils et équipements divers des services techniques (10k€),
- Divers équipements et matériels pour les travaux au sein de la commune (30 k€).

○ **Acquisitions foncières :**

Le remboursement des nouvelles acquisitions démarre en 2026 pour le Grillon (700 k€ / 15 ans) et en 2027 pour les maisons Ladre et Antoinat (345 k€ / 15 ans). Il est à noter que les produits de location des biens en portage par l'EPF sont perçus par la commune et participent au financement de ces acquisitions (25 k€ env.). En dehors du remboursement des annuités dues à l'EPFL, la commune pourrait réaliser directement les acquisitions suivantes :

- Bande de foncier pour le mode doux de Chalandré (10 k€),
- Emplacement réservé de la rue Chopin pour l'accès au lotissement ADAM (15 k€),
- Desserte du terrain Buir par le lotissement de la terre de Chalandré (15 k€).

○ **Études urbaines et plan local d'urbanisme (PLU) :**

Plusieurs études seront entreprises principalement pour préparer les futurs projets. Elles portent notamment sur :

- La finalisation de la révision du PLU engagée par la commune en 2023(13K€),
- Des études de faisabilité pour des aménagements de voirie (rue Chopin) ou de cheminement doux (le long de l'avenue de la Dombes),
- La finalisation des études concernant la récupération des eaux pluviales pour l'arrosage des terrains de football (coût global estimé à 30k€ subventionné à hauteur de 70% par l'Agence de l'eau)

Acte de l'élu par le préfet : 07/04/2026
Publication : 07/04/2026



IV/ Le budget de la régie d'énergie

| BUDGET REGIE DE L'ENERGIE | | | | |
|--|----------------------|--------------------|---------------------|--|
| BALANCE COMPTE ADMINISTRATIF PREVISIONNEL 2025 | | | | |
| | CA prévisionnel 2025 | CA 2024 | 2023 | |
| FONCTIONNEMENT | | | | |
| DEPENSES | 166 175,99 € | 168 022,79 € | 154 420,32 € | |
| RECETTES | 189 253,10 € | 173 987,61 € | 225 923,00 € | |
| RESULTAT | 23 077,11 € | 5 964,82 € | 71 502,68 € | |
| INVESTISSEMENT | | | | |
| DEPENSES | 79 823,15 € | 124 331,65 € | 140 893,16 € | |
| RECETTES | 25 524,82 € | 122 946,98 € | 69 390,47 € | |
| RESULTAT | - 54 298,33 € | -1 384,67 € | -71 502,69 € | |
| REPORTS | | | | |
| | 2025 | 2024 | 2023 | |
| DEPENSES | 5 774,20 € | | | |
| RECETTES | - € | | | |
| RESULTAT DE REPORT | - 5 774,20 € | | | |
| RESULTAT GLOBAL D'INVESTISSEMENT | - 60 072,53 € | | | |
| SOLDE GLOBAL DE L'EXERCICE | | | | |
| | 2025 | 2024 | 2023 | |
| RESULTAT DE FONCTIONNEMENT | 23 077,11 € | 5 964,82 € | 71 502,68 € | |
| RESULTAT D'INVESTISSEMENT | - 60 072,53 € | -1 384,67 € | -71 502,69 € | |
| SOLDE GLOBAL DE L'EXERCICE | - 36 995,42 € | 4 580,15 € | -0,01 € | |
| CLOTURE DE L'EXERCICE | | | | |
| | 2025 | 2024 | 2023 | |
| RESULTAT DE FONCTIONNEMENT | 23 077,11 € | 5 964,82 € | 71 502,68 € | |
| RESULTAT D'INVESTISSEMENT | - 60 072,53 € | -1 384,67 € | -71 502,69 € | |
| SOLDE GLOBAL DE L'EXERCICE | - 36 995,42 € | 4 580,15 € | -0,01 € | |

En 2025, le budget de la Régie a généré un déficit global exceptionnel de 37K€ qui s'explique par le démarrage des études concernant l'extension du réseau de chaleur pour un montant total de 29k€ subventions déduites.

4.1 Bilan 2025 & Projections 2026

| | CA 2023 | CA 2024 | BP 2025 | CA prév. 2025 | Evolution CA 2024/2025 |
|--|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|------------------------|
| Chap. 011- Charges à caractère général | 136 362,11€ | 133 220,39€ | 168 040,00€ | 148 080,60€ | + 11% |
| Chap. 65 – Autres charges de gestion courante | 0,01 € | 0,00 € | 0,00€ | 0,00€ | - |
| Chap. 66 – Charges financières | 2 508, 20 € | 2 265,98 € | 2 220,62€ | 2 220,62€ | - 11% |
| Chap. 67 – Charges exceptionnelles | 0,00 € | 17 036,42 € | 547,77€ | 547,77€ | - 97% |
| Chap. 68 – Dotation dépréciation | 50,00 € | 00,00 € | | | - |
| Chap. 022 – Dépenses imprévues | 0,00 € | 0,00 € | | | - |
| Total dépenses réelles d'exploitation | 138 920,31 € | 152 522,79 € | 170 635,39€ | 150 675,99 € | - 1% |
| Chap. 023 – Virement à la section d'investissement | 0,00 € | 0,00 € | 35 509,61€ | 0,00€ | - |
| Chap. 042 – Dotations aux amortissements | 15 500,00 € | 15 500,00 € | 15 500,00€ | 15 500,00€ | - |
| Total dépenses d'ordre d'exploitation | 15 500,00 € | 15 500,00 € | 15 500,00€ | 15 500,00 € | - |
| TOTAL DEPENSES D'EXPLOITATION | 154 420,31 € | 168 022,79 € | 186 135,39 € | 166 175,99 € | - 1% |

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/04/2026
Publication : 07/04/2026

| | | | | | |
|--|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|--------------|
| Chap. 70 – Vente de produits (thermies) | 213 489,60 € | 173 987,59 € | 205 800,00 € | 177 718,66 € | |
| Chap. 74 - Subvention d'exploitation | 2 668,34 € | | 0,00 € | 0,00 € | |
| Chap. 75 - Autres produits de gestion courante | 0,00 € | 0,02 € | 0,00 € | 0,00 € | |
| Chap. 77 - Produits exceptionnels | 9 756,06€ | | 15 705,00 € | 11 394,44 € | |
| Chap. 78 – Reprises sur amortissements, provisions | 0,00€ | 0,00 € | 140 ,00 € | 140, 00 € | |
| Total recettes réelles d'exploitation | 225 923,00 € | 173 987,61 € | 221 645,00 € | 189 253,10 € | + 9 % |
| Chap. 042 – Amortissements subventions | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | - |
| Total recettes d'ordre d'exploitation | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | - |
| TOTAL RECETTES D'EXPLOITATION | 225 923,00 € | 173 987,61 € | 221 645,00 € | 189 253,10 € | + 9 % |

| | | | | | |
|--|---------------------|---------------------|--------------------|--------------------|--------------|
| Chap.001 – Résultat antérieur reporté | 52 361,79 € | 71 502,68 € | 1 384,48 € | 1 384,48 € | - 98% |
| Chap. 16 - Emprunts | 52 587,07 € | 52 828,97 € | 53 072,06 € | 53 071,99 € | - |
| Chap. 21 - Immobilisations corporelles | - € | - € | - € | - € | |
| Chap. 23 - Immobilisations en cours | 35 944,30 € | | 29 060,19 € | 25 366,68 € | - |
| Total dépenses réelles d'investissement | 88 531,37 € | 52 828,97 € | 82 132,25 € | 78 438,67 € | |
| Chap. 040 – Amortissements subventions | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | |
| Total dépenses d'ordre d'investissement | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | |
| TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT | 140 893,16 € | 124 331,65 € | 83 516,73 € | 79 823,15 € | - 36% |

| | | | | | |
|---|--------------------|---------------------|--------------------|--------------------|--------------|
| Chap. 10 - Excédent de fonctionnement N-1 | 53 890,47 € | 71 502,68 € | 5 964,82 € | 5 964,82 € | - 92 % |
| Chap. 13 – Subventions d'investissement | | | 4 060,00 € | 4 060,00 € | + 100 % |
| Chap. 16 - Emprunts | | | 22 482,30 € | | |
| Chap. 23 - Immobilisations en cours | | 35 944,30 € | | | - 100 % |
| Total recettes réelles d'investissement | 53 890,47 € | 107 446,98 € | 32 507,12 € | 10 024,82 € | 99% |
| Chap. 021 – Virement de la section d'exploitation | | | 35 509,61 € | | |
| Chap. 040 - Dotations amortissements | 15 500,00 € | 15 500,00 € | 15 500,00 € | 15 500,00 € | - |
| Total recettes d'ordre d'investissement | 15 500,00 € | 15 500,00 € | 51 009,61 € | 15 500,00 € | 0,00% |
| TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT | 69 390,47 € | 122 946,98 € | 83 516,73 € | 25 524,82 € | - 79% |

DEPENSES D'EXPLOITATION

Évolution globale 2024/2025 : - 1% (soit - 13.5K€) :

- Hausse de 11% des charges à caractère général (chap. 011) :
 - (1) Augmentation du P1 (fourniture du combustible) de l'ordre de 19% (+10.5K€) imputable à la hausse des consommations de thermies (+4%) - Stabilité du prix du marché d'exploitation de la chaufferie avec DALKIA en 2025 (pour rappel, - 2% en 2024)
 - (2) P3/Entretien-Maintenance anormalement bas en 2025 (-8K€) car règlement du 4^e trim. 2024 (6394€) sur l'exercice 2024 au lieu de 2025
- Dépense exceptionnelle : élaboration du schéma directeur du réseau chaleur (feuille de route pour les 10 ans à venir) : 18K€

RECETTES D'EXPLOITATION

Évolution globale 2024/2025 : + 9% soit + 15k€ (pour rappel, - 23% en 2024)

- Chap. 70 : hausse de 2 % des ventes de thermies (+4K€) due à l'augmentation de 25% des consommations des abonnés et notamment aux effets de la réouverture de la salle des fêtes.
- Chap. 77 : encaissement d'une subvention du département de 10K€ pour cofinancer l'élaboration du schéma directeur du réseau de chaleur
- Comme en 2024, absence de versement d'une subvention d'équilibre de la commune à la Régie (pour mémoire, 8.8K€ au CA 2023)

DEPENSES & RECETTES D'INVESTISSEMENT

Évolution globale 2024/2025 :

- - 36 % en dépenses (- 44.5K€) :
 - (1) Déficit d'investissement 2024 reporté en 2025 de 1K€,
 - (2) Projet d'extension du réseau de chaleur (raccordements du gymnase et du collège) : réalisation étude de faisabilité (6k€ subventionnés en 2025 à hauteur de 70% par le fonds chaleur ADEME/Département) + Honoraires de maîtrise d'œuvre (17K€ subventionnés à hauteur de 30% environ > perception de la subvention fin 2026)
- - 79 % en recettes (- 97K€) : excédent de fonctionnement 2024 affecté en investissement de seulement 6k€ en 2025 contre 71.5K€ en 2024

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
0197461024600260610192026 DE
Réception par le préfet : 07/04/2026
Publication : 07/04/2026

Évolution des consommations de 2019 à 2025 (exprimées en KWh) :

| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | Evolution 2024/2025 | Evolution 2019/2025 |
|----------------------------|---------|--------------------------|---|---|--|---|---|---------------------|---------------------|
| SITES COMMUNAUX (1) | 679.318 | 632,826 | 863,754 | 649,016 | 501,432 | 439,251 | 475,771 | +8% | - 30% |
| AUTRES ABONNES (2) | 643.928 | 757.798 | 883,997 | 744,281 | 677,470 | 710,350 | 867,492 | + 22% | + 10% |
| Remarques | | <i>Effet crise COVID</i> | <i>Raccordement bâtiments E & F de la Viole</i> | <i>Raccordement bât. G de la Viole + Travaux mairie + plan sobriété énergétique</i> | <i>Coupure salle des fêtes à compter de juin</i> | <i>Effets de la fermeture de la salle des fêtes en année pleine</i> | <i>Rénovation thermique de la salle des fêtes</i> | | |

(1) : Sites communaux : MAIRIE, GROUPE SCOLAIRE, SALLE DES FETES, CENTRE DE LOISIRS, PÔLE PETITE ENFANCE, SALLE CHAUFFERIE, PÔLE SOCIO CULTUREL

(2) : Autres abonnés : LE PREVERT, COTE SOLEIL, CLOS ERABLE, LOGIDIA BAT B, MARPA

A titre indicatif, en février 2026, le prix du P1 (fourniture de combustible) est stable par rapport à décembre 2025.

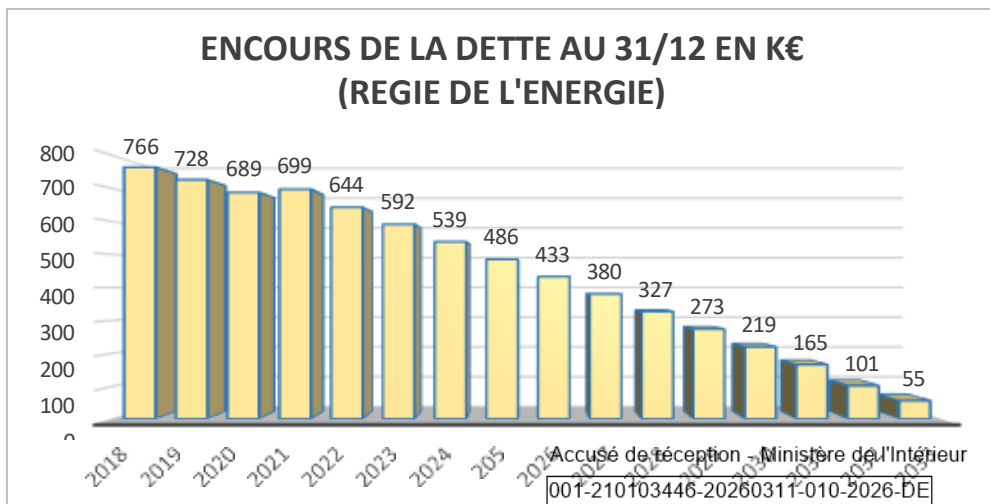
Projection 2026 :

Les résultats de l'exercice 2025 permettent de bâtir des projections sur la base des éléments suivants :

- Report du déficit d'investissement 2025 : 54.3K€
- Affectation de l'excédent de fonctionnement 2025 : 23K€.
- Comme sur les exercices précédents, conformément aux contrats des abonnés, augmentation forfaitaire annuelle des tarifs de 2% en 2026
- RAR 2026 : solde des honoraires de maîtrise d'œuvre de l'extension du RCU : 5 774.20€

4.2 Situation de la dette

Grâce à la renégociation de l'emprunt en 2020 (taux fixe de 0.46%), la gestion de **l'encours de la dette est en forte diminution**. L'emprunt de 699 206€ arrivera à terme en février 2033.



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

001-210103446-20260311-010-2026-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 07/04/2026
Publication : 07/04/2026



4.3 Orientations 2026 du budget de la régie de l'énergie

Le budget de la régie de l'énergie est strictement lié au fonctionnement de la chaufferie bois et du réseau de chaleur qui lui est associé. Ces derniers alimentent la plupart des bâtiments communaux du centre village (hors église, services techniques et gymnase) et la majeure partie des logements récemment construits dans le centre village élargi depuis 10 ans.

Ce budget est marqué par :

- Une forte variabilité des recettes en fonction des conditions météorologiques. Celles-ci conditionnent en effet d'une part, l'usage plus rentable de la chaudière bois par grand froid que celui de la chaudière gaz, et d'autre part, le volume de thermies consommées par le chauffage des bâtiments,
- Un surdimensionnement de la chaufferie au moment de sa construction, il y a dix ans, pour anticiper les besoins futurs compte tenu des perspectives d'urbanisation du centre village,
- Une réduction drastique de la consommation énergétique des bâtiments (dont celle de chauffage) compte tenu de l'augmentation du niveau de performance énergétique des logements imposé par la loi depuis 10 ans.

De ce fait, **ce budget peine à s'équilibrer.**

Le schéma directeur de notre réseau de chaleur réalisé en 2025 a permis de définir une véritable feuille de route à court terme et pour les 10 années à venir sur le développement de notre réseau de chaleur et sur les pistes d'optimisation de son fonctionnement et de son budget.

Afin d'optimiser le réseau, durant l'été 2026, les travaux de raccordement du collège et du lycée seront réalisés selon le montage financier suivant :

| | | Actualisé au 04/02/2026 | Mandaté sur 2025 | BP 2026 |
|---------------------------------|---|----------------------------|---------------------|------------------|
| POSTES DEPENSES EN € HT: | Annonces légales | 648 € | 648 € | 0 € |
| | Diagnostics amiante avant travaux | 1 605 € | 1 605 € | 0 € |
| | Coordination SPS | 888 € | 89 € | 799 € |
| | Honoraires maîtrise d'œuvre | 22 200 € | 17 225 € | 4 975 € |
| | Marché de travaux - LOT 1 Terrassement, génie civil, fourniture et pose canalisations et chauffage | 254 974 € | 0 € | 254 974 € |
| | Marché de travaux - LOT 2 Fourniture et pose équipements hydrauliques en sous-station et réseau | 77 347 € | 0 € | 77 347 € |
| | Travaux exploitant DALKIA (mise à l'arrêt installation, vidange du réseau, remplissage du réseau nouvellement créé post-travaux, coordination avec titulaire LOT 1) | 5 700 € | 0 € | 5 700 € |
| | | | | 0 € |
| | TOTAL HT | 363 362 € | 19 567 € | 343 795 € |

Le plan de financement prévisionnel s'établit pour l'heure comme suit :

| | MONTANT RECETTE | % |
|--|--------------------|-------------|
| <i>Subvention DEPARTEMENT (fonds chaleur territorial de l'ADEME)</i> | 70 764 € | 26% |
| <i>Reversement CEE coup de pouce par le DEPARTEMENT (valorisation par le SIEA en 2027)</i> | 82 500 € | 30% |
| <i>Reversement CEE coup de pouce par la COMMUNE (valorisation par le SIEA en 2027)</i> | 82 500 € | 30% |
| <i>Droit de raccordement du DEPARTEMENT (TVA à rajouter in fine) *</i> | 36 500 € | 13% |
| SOUS-TOTAL SUBVENTIONS | 272 264 € | 75% |
| <i>Estimation besoin financement par emprunt</i> | 91 098 € | 25% |
| MONTANT TOTAL | 363 362 € | 100% |

En raison du décalage d'encaissement des subventions et CEE (étalé sur 2027 et 2028), il est proposé que la commune verse en 2026 au budget de la RÉGIE une avance remboursable d'un montant de 257k€ dont les modalités de versement et de remboursement devront être précisées par délibération distincte lors du vote des

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
001-210103446-20260311-010-2026-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet : 07/04/2026
Publication : 07/04/2026



budgets primitifs 2026. Cette solution permettra à la REGIE de différer la souscription d'un emprunt à long terme lorsque le plan de financement de l'opération sera définitif.

Projection d'évolution des consommations de chaleur avec le raccordement du gymnase et du collège dès la prochaine saison de chauffe (calculée en estimant une baisse de la consommation de 1% par an et l'impact du réchauffement climatique sur les DJU (estimation à -10,7 DJU par an)) :



| Sous station | Conso. 2026 MWh | Conso. 2030 MWh | Conso. 2035 MWh |
|--------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| Existant | 1 365 | 1 260 | 1 190 |
| Gymnase | 220 | 210 | 205 |
| Collège | 330 | 275 | 210 |
| Total | 1 915 | 1 745 | 1 605 |

Projection d'évolution des recettes, des charges d'exploitation et du coût de la chaleur :

| | Unités | 2026 | 2028 | 2030 | 2032 | 2035 |
|---|---------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| RECETTES VENTE D'ENERGIE | | | | | | |
| Puissance souscrite | kW | 2 260 | 2 260 | 2 260 | 2 260 | 2 260 |
| Vente de chaleur | MWh | 1 971 | 1 882 | 1 805 | 1 747 | 1 722 |
| R1 unitaire | €HT/MWh | 58,6 | 60,9 | 63,4 | 66,0 | 70,0 |
| R2 unitaire | €HT/kW | 53,1 | 55,3 | 57,5 | 59,8 | 63,5 |
| Total Recettes ventes d'énergie | k€/MWh | 236 | 240 | 244 | 250 | 264 |
| CHARGES D'EXPLOITATION | | | | | | |
| Biomasse | MWh PCI | 1 745 | 1 644 | 1 557 | 1 493 | 1 467 |
| Gaz | MWh PCS | 226 | 238 | 248 | 254 | 255 |
| Prix unique P1h (0,8 bois + 0,2 gaz) | €HT/MWh | 59,2 | 60,4 | 61,6 | 62,8 | 64,7 |
| Sous-total Achat combustibles (P1) | k€ | 117 | 114 | 111 | 110 | 111 |
| Electricité | k€ | 2,2 | 2,3 | 2,2 | 2,1 | 2,1 |
| Eau | k€ | 0,3 | 0,3 | 0,3 | 0,2 | 0,2 |
| Sous-total auxiliaires (P1') | k€ | 2 | 3 | 2 | 2 | 2 |
| Sous-traitance unitaire | €HT/kW | 39 | 41 | 42 | 44 | 47 |
| Sous-traitance | k€ | 88 | 92 | 95 | 99 | 105 |
| Sous-total Maintenance (P2) | k€ | 88 | 92 | 95 | 99 | 105 |
| GER unitaire | €HT/kW | 13 | 13 | 14 | 14 | 15 |
| GER | k€ | 29 | 30 | 31 | 32 | 34 |
| Sous-total GER (P3) | k€ | 29 | 30 | 31 | 32 | 34 |
| Dépenses de fonctionnement | k€ | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 |
| Total Charges d'exploitation | k€ | 242 | 244 | 246 | 250 | 259 |

| | | | | | | |
|-----------------------|----------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Résultat brut | k€ | -7 | -4 | -2 | 1 | 5 |
| Résultat net | k€ | -66 | -64 | -62 | -59 | 0 |
| Prix moyen du MWh HT | €HT/MWh | 119,5 | 127,3 | 135,4 | 143,4 | 153,3 |
| Prix moyen du MWh TTC | €TTC/MWh | 149,5 | 159,3 | 168,4 | 178,4 | 189,8 |

001-210103446-20260311-010-2026-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/04/2026
Publication : 07/04/2026



En 2026, les objectifs seront de :

- Raccorder le collège et le gymnase (estimation du coût global des travaux d'extension de réseau + installation de trois jeux de vanne qui permettront d'isoler le réseau en cas d'incident localisé : 363K€),
- Monter en fin d'année les dossiers CEE avec l'assistance à maîtrise d'ouvrage du SIEA pour les équipements relevant du secondaire.
- Missionner un cabinet spécialisé pour réaliser une analyse financière et juridique (rétrospective et prospective) plus approfondie de la Régie de l'énergie (5k€ en 2026 et 10k€ en 2027) afin de préparer les modalités du futur contrat d'exploitation, le marché d'exploitation actuel arrivant à échéance en octobre 2028.

V/ Le budget PHOTOVOLTAÏQUE

Pour mémoire, en 2024, la commune a créé un nouveau budget « Photovoltaïque ». Il ne concerne que les panneaux photovoltaïques installés sur la toiture du Pôle petite enfance en 2006. Comme leur puissance d'installation est supérieure à 3 kilowatt-crête (4.08 kWc) et qu'il y a revente de l'intégralité de l'électricité produite à EDF, cette activité constitue un service public industriel et commercial (activité économique relevant du secteur concurrentiel) quel que soit le montant des recettes générées. La commune avait donc l'obligation réglementaire de créer un budget avec autonomie financière et assujettissement à TVA.

La législation a évolué. En effet, l'article 24 de la loi n°2025-391 du 30 avril 2025 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, de transport, de santé et de circulation des personnes met fin à l'obligation de créer une régie pour retracer la gestion de l'activité de production d'énergies renouvelables au sein d'un budget annexe doté de l'autonomie financière.

En conséquence, par délibération du 10 décembre 2025, la commune a décidé d'annuler la création de ce budget rattaché au 31/12/2025 afin de réintégrer son activité de production d'électricité à partir de panneaux photovoltaïques dans le budget principal. Cependant, la production d'énergie demeure soumise aux règles fiscales (assujettissement à la TVA), économiques (obligation de suivi analytique des opérations y afférent pour s'assurer de l'équilibre du service) et comptables (amortissement des actifs affectés au service) des SPIC.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

001-210103446-20260311-010-2026-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/04/2026
Publication : 07/04/2026

ANNEXE N°1 - PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT

| THEMATIQUE | CATEGORIE | OBJET | D2026 | D2027 | D2028 | D2029 | D2030 | D2031 | D2032 |
|------------------------|------------------------|---|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|------------|--------------|
| MOBILITE | VOIRIE | Programme annuel voirie | 200 | 200 | 200 | 200 | 200 | 200 | 200 |
| MOBILITE | VOIRIE | Sécurisation des ponts | 50 | | | | | | |
| MOBILITE | VOIRIE | Carrefour du chemin du moulin neuf | 90 | | | | | | |
| MOBILITE | VOIRIE | Réaménagement chemin du calidon | | 70 | | | | | |
| MOBILITE | VOIRIE | Réaménagement rue CHOPIN / Terrain ADAM | | | 100 | | | | |
| MOBILITE | CHEMINEMENT DOUX | Mode doux Chalandré | | 100 | | | | | |
| MOBILITE | CHEMINEMENT DOUX | Mode doux Avenue de la Dombes | | | 150 | | | | |
| MOBILITE | CHEMINEMENT DOUX | Autres (richagnon, bords de veyle, rural) | | | | | | | |
| TRANSITION ENERGETIQUE | RENOVATION ENERGETIQUE | Divers travaux | | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 |
| TRANSITION ENERGETIQUE | ENR | Chauffage du gymnase | 320 | | | | | | |
| TRANSITION ENERGETIQUE | ENR | Photovoltaïque | | | 50 | 50 | | | |
| TRANSITION ENERGETIQUE | ENR | Borne IRVE | | | | | | | |
| TRANSITION ENERGETIQUE | ECLAIRAGE | Passage EP 100% LED | | 350 | | | | | |
| TRANSITION ENERGETIQUE | ECLAIRAGE | Travaux sur les batiments | | | | | | | |
| ENVIRONNEMENT | BIODIVERSITE | Programme pluriannuel de plantations | 30 | 30 | 30 | 30 | 30 | | |
| ENVIRONNEMENT | EAU | Récupération des eaux | | 50 | 150 | | | | |
| ENVIRONNEMENT | EAU | Pluviale | | | 50 | | 50 | | |
| EQUIPEMENT PUBLICS | ENTRETIEN PATRIMOINE | Divers travaux | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 |
| EQUIPEMENT PUBLICS | BATIMENT | Ecole des VAVRES | 700 | 1300 | | | | | |
| EQUIPEMENT PUBLICS | BATIMENT | Service technique | | | 50 | 450 | 500 | | |
| EQUIPEMENT PUBLICS | BATIMENT | Extension gymnase | | | | | | 50 | 1000 (+1500) |
| EQUIPEMENT PUBLICS | BATIMENT | Salle des familles | | | | | | 300 | 300 |
| ESPACE PUBLICS | ESPACE PUBLICS | Parc du pré joli | 25 | 100 | | | | | |
| ESPACE PUBLICS | ESPACE PUBLICS | Centre village | | | 75 | 200 | | | |
| ESPACE PUBLICS | ESPACE PUBLICS | Parc hameau des artistes | | | 100 | | | | |
| ESPACE PUBLICS | ESPACE PUBLICS | Participation aménagement grillons | | | | 100 | | | |
| ESPACE PUBLICS | ESPACE PUBLICS | Autres équipements de proxi | | | | 50 | 50 | | |
| ESPACE PUBLICS | ESPACE PUBLICS | Prolongation allée des sports/parking mairie | | | | 50 | 100 | 150 | |
| ESPACE PUBLICS | ESPACE PUBLICS | Place des VIARDS | | | | 150 | | | |
| ESPACE PUBLICS | SECURITE | Caméras | | 35 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 |
| MATERIEL | ECOLE | Renouvellement du mobilier et des équipements | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 |
| MATERIEL | ASSOCIATIONS | Renouvellement annuel des équipements | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 |
| MATERIEL | ST | Renouvellement annuel du matériel | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 |
| MATERIEL | ST | Divers mobiliers urbains | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 | 25 |
| MATERIEL | ST | Véhicules | 50 | | | 50 | 50 | 50 | 50 |
| FONCIER | EPF | Remboursement par annuité de l'EPF | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | | |
| FONCIER | ACQUISITIONS | Cheminement Chalandré | 20 | | | | | | |
| FONCIER | ACQUISITIONS | Divers | | 10 | 10 | 10 | 10 | | |
| DIVERS | DIVERS | | 50 | 50 | 50 | 50 | 50 | | |
| ETUDES | ETUDES | PLU | 25 | | | | | | |
| ETUDES | ETUDES | Etudes voirie | 10 | 10 | 10 | 10 | 10 | | |
| ETUDES | ETUDES | Etudes batiment | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 | | |
| ETUDES | ETUDES | Etudes diverses | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 | | |
| | | TOTAL GENERAL | 1875 | 2635 | 1380 | 1755 | 1405 | 970 | 770 |

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

001-210103446-20260311-010-2026-DE

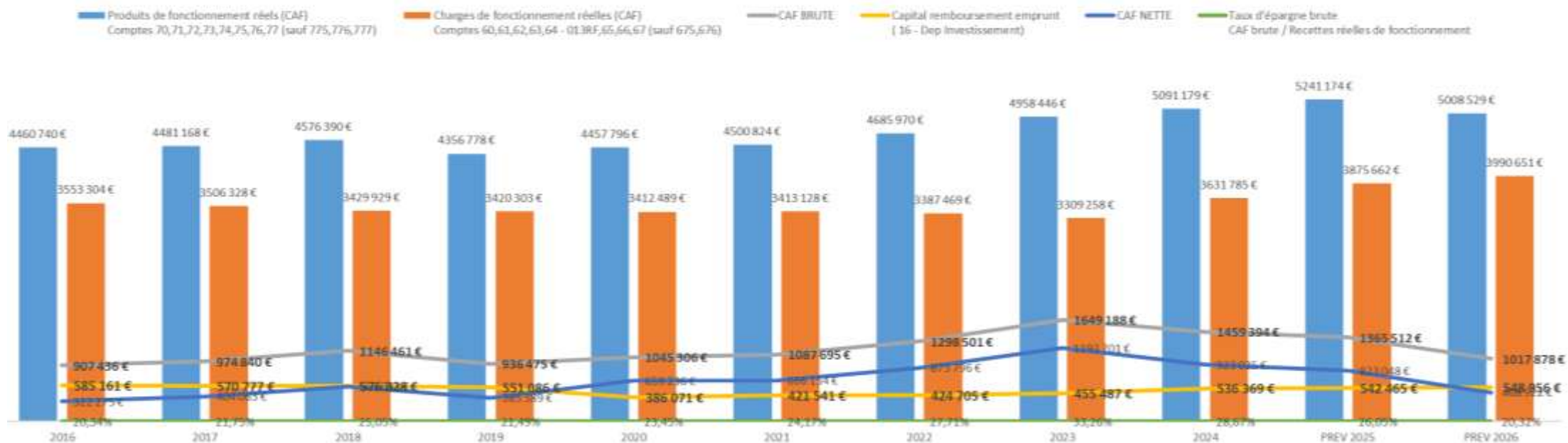
Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/04/2026

Publication : 07/04/2026

ANNEXE N°2 – EVOLUTION DE LA CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT BRUTE ET NETTE DE LA COMMUNE

Evolution de la CAF BRUTE & NETTE DE 2016 A 2025 ET PREVISIONNEL A 2026



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

001-210103446-20260311-010-2026-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/04/2026

Publication : 07/04/2026

ANNEXE N°3 – ETAT DE LA DETTE – BUDGET PRINCIPAL

Budget Primitif Exercice 2026

Tableau Prévisionnel

| Exercice | Dettes en capital au 1er Janvier | Tirage | Amortissement | Remb. Avec Flux | ICNE N-1 | Remb. sans Flux | Intérêts | ICNE | Frais | Annuité | Dettes en capital au 31 Décembre | Charge Intérêts |
|----------|-------------------------------------|--------|---------------|-----------------|-----------|-----------------|------------|-----------|-------|--------------|--|-----------------|
| 2026 | 5 126 206,84 | 0,00 | 548 956,49 | 0,00 | 12 257,32 | 0,00 | 117 673,85 | 10 636,59 | 0,00 | 666 630,34 | 4 577 250,35 | 116 053,12 |
| 2027 | 4 577 250,35 | 0,00 | 379 233,53 | 0,00 | 10 636,59 | 0,00 | 103 874,75 | 9 622,56 | 0,00 | 483 108,28 | 4 198 016,82 | 102 860,72 |
| 2028 | 4 198 016,82 | 0,00 | 290 810,05 | 0,00 | 9 622,56 | 0,00 | 93 223,16 | 8 878,64 | 0,00 | 384 033,21 | 3 907 206,77 | 92 479,24 |
| 2029 | 3 907 206,77 | 0,00 | 291 001,79 | 0,00 | 8 878,64 | 0,00 | 85 380,91 | 8 133,51 | 0,00 | 376 382,70 | 3 616 204,98 | 84 635,78 |
| 2030 | 3 616 204,98 | 0,00 | 241 198,98 | 0,00 | 8 133,51 | 0,00 | 77 726,62 | 7 462,25 | 0,00 | 318 925,60 | 3 375 006,00 | 77 055,36 |
| 2031 | 3 375 006,00 | 0,00 | 233 333,00 | 0,00 | 7 462,25 | 0,00 | 72 165,05 | 6 542,99 | 0,00 | 305 498,05 | 3 141 673,00 | 71 245,79 |
| 2032 | 3 141 673,00 | 0,00 | 233 333,00 | 0,00 | 6 542,99 | 0,00 | 65 998,21 | 6 218,55 | 0,00 | 299 331,21 | 2 908 340,00 | 65 673,77 |
| 2033 | 2 908 340,00 | 0,00 | 233 333,00 | 0,00 | 6 218,55 | 0,00 | 60 399,14 | 5 596,70 | 0,00 | 293 732,14 | 2 675 007,00 | 59 777,29 |
| 2034 | 2 675 007,00 | 0,00 | 233 333,00 | 0,00 | 5 596,70 | 0,00 | 54 664,90 | 4 974,85 | 0,00 | 287 997,90 | 2 441 674,00 | 54 043,05 |
| 2035 | 2 441 674,00 | 0,00 | 233 333,00 | 0,00 | 4 974,85 | 0,00 | 48 930,65 | 4 353,00 | 0,00 | 282 263,65 | 2 208 341,00 | 48 308,80 |
| 2036 | 2 208 341,00 | 0,00 | 233 333,00 | 0,00 | 4 353,00 | 0,00 | 43 453,26 | 3 568,92 | 0,00 | 276 786,26 | 1 975 008,00 | 42 669,18 |
| 2037 | 1 975 008,00 | 0,00 | 233 333,00 | 0,00 | 3 568,92 | 0,00 | 37 394,55 | 3 041,70 | 0,00 | 270 727,55 | 1 741 675,00 | 36 867,33 |
| 2038 | 1 741 675,00 | 0,00 | 233 333,00 | 0,00 | 3 041,70 | 0,00 | 31 673,82 | 2 487,45 | 0,00 | 265 006,82 | 1 508 342,00 | 31 119,57 |
| 2039 | 1 508 342,00 | 0,00 | 233 333,00 | 0,00 | 2 487,45 | 0,00 | 25 993,67 | 1 865,60 | 0,00 | 259 326,67 | 1 275 009,00 | 25 371,82 |
| 2040 | 1 275 009,00 | 0,00 | 233 333,00 | 0,00 | 1 865,60 | 0,00 | 20 299,97 | 1 243,75 | 0,00 | 253 632,97 | 1 041 676,00 | 19 678,12 |
| 2041 | 1 041 676,00 | 0,00 | 233 333,00 | 0,00 | 1 243,75 | 0,00 | 14 525,15 | 621,90 | 0,00 | 247 858,15 | 808 343,00 | 13 903,30 |
| 2042 | 808 343,00 | 0,00 | 233 343,00 | 0,00 | 621,90 | 0,00 | 8 790,82 | 0,00 | 0,00 | 242 133,82 | 575 000,00 | 8 168,92 |
| 2043 | 575 000,00 | 0,00 | 100 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 4 300,00 | 0,00 | 0,00 | 104 300,00 | 475 000,00 | 4 300,00 |
| 2044 | 475 000,00 | 0,00 | 50 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 850,00 | 0,00 | 0,00 | 51 850,00 | 425 000,00 | 1 850,00 |
| | 47 574 979,76 | 0,00 | 4 701 206,84 | 0,00 | 97 506,28 | 0,00 | 968 318,48 | 85 248,96 | 0,00 | 5 669 525,32 | 42 873 772,92 | 956 061,16 |

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

001-210103446-20260311-010-2026-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/04/2026

Publication : 07/04/2026

ANNEXE N°4 – ETAT DE LA DETTE – BUDGET ANNEXE REGIE DE L'ENERGIE

Budget Primitif Exercice 2026

Tableau Prévisionnel

| Exercice | Dette en capital au 1er Janvier | Tirage | Amortissement | Remb. Avec Flux | ICNE N-1 | Remb. sans Flux | Intérêts | ICNE | Frais | Annuité | Dette en capital au 31 Décembre | Charge Intérêts |
|----------|---------------------------------|--------|---------------|-----------------|----------|-----------------|----------|----------|-------|------------|---------------------------------|-----------------|
| 2026 | 433 596,12 | 0,00 | 53 316,19 | 0,00 | 1 775,96 | 0,00 | 1 994,54 | 1 557,59 | 0,00 | 55 310,73 | 380 279,93 | 1 776,17 |
| 2027 | 380 279,93 | 0,00 | 53 561,44 | 0,00 | 1 557,59 | 0,00 | 1 749,29 | 1 338,20 | 0,00 | 55 310,73 | 326 718,49 | 1 529,90 |
| 2028 | 326 718,49 | 0,00 | 53 807,83 | 0,00 | 1 338,20 | 0,00 | 1 502,90 | 1 118,19 | 0,00 | 55 310,73 | 272 910,66 | 1 282,89 |
| 2029 | 272 910,66 | 0,00 | 54 055,34 | 0,00 | 1 118,19 | 0,00 | 1 255,39 | 896,40 | 0,00 | 55 310,73 | 218 855,32 | 1 033,60 |
| 2030 | 218 855,32 | 0,00 | 54 304,00 | 0,00 | 896,40 | 0,00 | 1 006,73 | 673,99 | 0,00 | 55 310,73 | 164 551,32 | 784,32 |
| 2031 | 164 551,32 | 0,00 | 54 553,79 | 0,00 | 673,99 | 0,00 | 756,94 | 450,54 | 0,00 | 55 310,73 | 109 997,53 | 533,49 |
| 2032 | 109 997,53 | 0,00 | 54 804,74 | 0,00 | 450,54 | 0,00 | 505,99 | 226,14 | 0,00 | 55 310,73 | 55 192,79 | 281,59 |
| 2033 | 55 192,79 | 0,00 | 55 192,79 | 0,00 | 226,14 | 0,00 | 253,89 | 0,00 | 0,00 | 55 446,68 | 0,00 | 27,75 |
| | 1 962 102,16 | 0,00 | 433 596,12 | 0,00 | 8 037,01 | 0,00 | 9 025,67 | 6 261,05 | 0,00 | 442 621,79 | 1 528 506,04 | 7 249,71 |

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

001-210103446-20260311-010-2026-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/04/2026

Publication : 07/04/2026